

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE OUVERTE LE 27 DECEMBRE 1962

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 janvier 1963.

RAPPORT GÉNÉRAL

FAIT

au nom de la Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation (1), sur le projet de loi de finances pour 1963 (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Par M. Marcel PELLENC,

Sénateur,

Rapporteur général.

(1) Cette commission est composée de : MM. Alex Roubert, président ; Jacques Masteau, Gustave Alric, Yvon Coudé du Foresto, vice-présidents ; Julien Brunhes, Martial Brousse, Marc Desaché, secrétaires ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Armengaud, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Jacques Duclos, André Fosset, Pierre Garet, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Pierre Métayer, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Paul Ribeyre, Jacques Richard, Ludovic Tron.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (2^e législ.) : 22 et annexes, 25 (tome II et annexes), 57 et annexes, 66, 68, 69, 94, 95, 98, 102, 103, 104, 107, 108, 109, 110, 111, 118, 119 et in-8° 9.

Sénat : 42 (1962-1963).

Mesdames, Messieurs,

La discussion du budget de 1963 s'opère en deux étapes.

C'est la première fois, en effet, qu'ont joué, au cours d'une discussion budgétaire, les dispositions de l'article 44 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 qui donnent au Gouvernement, lorsque la loi de finances ne peut être promulguée avant le début de l'année budgétaire, la possibilité de demander au Parlement de se prononcer, par un vote distinct, sur la seule première partie du projet concernant la perception des recettes et la fixation des plafonds de dépenses.

Nous avons ainsi déjà adopté la loi n° 62-1529 du 22 décembre 1962 qui définit les conditions générales de l'équilibre financier pour 1963. Il nous reste maintenant à examiner les crédits de chacun des Ministères et les dispositions spéciales qui figurent dans toutes les lois de finances.

Mais avant de passer à l'examen des divers fascicules budgétaires, il n'est pas inutile de rappeler les conditions dans lesquelles s'engage la discussion.

*
* *

L'article 44 susvisé de l'ordonnance du 2 janvier 1959 prévoit que le vote de la première partie de la loi de finances permet au Gouvernement de disposer des crédits afférents aux « Services votés », c'est-à-dire des crédits correspondant à la reconduction du budget de l'année précédente. Pour 1963, ces crédits ont été répartis entre les divers Ministères par une série de décrets du 26 décembre 1962.

Il est par ailleurs indispensable, pour que le fonctionnement des services ne soit pas perturbé, que les administrations disposent, dès le 1^{er} janvier, d'une partie des autorisations de programme ou des crédits de paiement relatifs à certaines des mesures nouvelles. C'est pour répondre à cette préoccupation qu'est intervenu — bien que l'ordonnance du 2 janvier 1959 n'ait pas expressément prévu ce cas — le décret d'avances n° 63-7 du 7 janvier 1963 (*J. O.* du 8 janvier) qui a ouvert, pour différents Ministères, des dotations qui s'imputeront sur celles que nous sommes appelés à voter.

Il est rappelé, en outre, que les emplois créés au cours de l'année 1962, soit par une loi de finances rectificative, soit par décret pris en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 2 janvier 1959, sont considérés dans la présentation budgétaire comme des mesures nouvelles et non comme des services votés. L'application littérale des textes conduirait donc à ne pas ouvrir de crédits au titre de ces emplois qui existent cependant et qui sont occupés. Dans le souci de ne pas entraver la bonne marche des services, le Gouvernement a été conduit à préciser (1) que ces emplois doivent être considérés comme existants dès le 1^{er} janvier 1963, mais que les dépenses correspondant à la rémunération des agents qui les occupent doivent rester dans les limites des crédits mis à la disposition de chaque Ministre au titre des services votés. En revanche, les emplois dont la création est demandée pour la première fois ne pourront être utilisés qu'après l'entrée en vigueur du projet que nous allons examiner et dans les limites arrêtées par le Parlement.

*
* *

La situation actuelle étant ainsi définie sous son double aspect juridique et pratique, il reste à voir comment, du point de vue technique, doivent se dérouler nos débats.

Le dernier alinéa de l'article 44 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 précise, à cet égard, que :

La publication des décrets portant répartition des crédits de services votés n'interrompt pas la procédure de discussion de la loi de finances de l'année qui se poursuit dans les conditions prévues par les articles 45 et 47 de la Constitution et par les articles 39, 41 et 42 de la présente ordonnance.

Il résulte de ce texte que le Parlement demeure saisi de l'ensemble du budget et qu'il peut ainsi se prononcer tant sur les « Services votés » que sur les « Mesures nouvelles », comme lorsqu'il vote sur l'ensemble de la loi de finances.

Pour des raisons d'ordre pratique, il n'est limité, dans ses décisions, que par l'impossibilité de remettre en cause des crédits qui ont déjà été utilisés ou qui ont été régulièrement engagés.

*
* *

(1) Circulaire du Ministère des Finances et des Affaires économiques n° B-2-63 du 29 décembre 1962.

I. — Les crédits.

L'analyse des crédits a été effectuée, pour chaque budget, par les Rapporteurs spéciaux dont les rapports constituent autant d'annexes au présent document.

La liste de ces diverses annexes — au nombre de 45 — est donnée par le tableau ci-après :

Liste des rapports spéciaux publiés en annexe.

BUDGETS	RAPPORTEURS SPECIAUX	NUMEROS des annexes.
I. — Dépenses civiles.		
A. — BUDGET GÉNÉRAL		
	MM.	
Affaires algériennes.....	Georges PORTMANN.....	1
Affaires culturelles.....	Joseph RAYBAUD.....	2
Cinéma	Edouard BONNEFOUS.....	3
Affaires étrangères.....	Georges PORTMANN.....	4
Agriculture	Paul DRIANT.....	5
Habitat rural.....	Geoffroy DE MONTALEMBERT..	6
Anciens combattants et victimes de guerre.....	Martial BROUSSE.....	7
Construction	Jean-Eric BOUSCH.....	8
Coopération	André ARMENGAUD.....	9
Départements d'outre-mer.....	Jean-Marie LOUVEL.....	10
Territoires d'outre-mer.....		11
Education nationale.....	Pierre MÉTAYER.....	12
Jeunesse et sports.....	Jacques RICHARD.....	13
Finances et affaires économiques :		
Charges communes.....	Ludovic TRON.....	14
Services financiers.....		15
— Affaires économiques.....	Marc DESACHÉ.....	16
Industrie	Gustave ALRIC.....	17

BUDGETS	RAPPORTEURS SPECIAUX	NUMEROS des annexes.
	MM.	
Intérieur	Jacques MASTEAU.....	18
Justice	Pierre GARET.....	19
Services du Premier ministre :		
Services généraux.....		
Journaux officiels.....	Yvon COUDE DU FORESTO....	20
Conseil économique et social.....		
Information	Edouard BONNEFOUS.....	21
Secrétariat général de la défense nationale..		
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage	Jacques RICHARD.....	22
Groupement des contrôles radio-électriques..		
Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.....	André ARMENGAUD.....	23
Rapatriés	André FOSSET.....	24
Sahara	Jean-Marie LOUVEL.....	25
Santé publique et population.....	Paul RIBEYRE.....	26
Travail	Michel KISTLER.....	27
Travaux publics et transports :		
Travaux publics et transports.....	Mlle Irma RAPUZZI.....	28
	MM.	
Chemins de fer. — R. A. T. P.....	Antoine COURRIERE.....	29
Aviation civile.....	Yvon COUDE DU FORESTO....	30
Marine marchande.....	Roger LACHEVRE.....	31
B. — BUDGETS ANNEXES		
Caisse nationale d'épargne.....	Georges MARRANE.....	32
Imprimerie nationale.....	Jacques DUCLOS.....	33
Légion d'honneur.....		34
Ordre de la Libération.....	Paul CHEVALLIER.....	34
Monnaies et médailles.....		35
Postes et télécommunications.....	Bernard CHOCHOY.....	36
Prestations sociales agricoles.....	Max MONICHON.....	37

BUDGETS	RAPPORTEURS SPECIAUX	NUMEROS des annexes.
II. — Dépenses militaires.		
A. — BUDGET GÉNÉRAL	MM.	
Armées. — Exposé d'ensemble. Section guerre..	André MAROSELLI.....	38
Armées. — Section commune (services communs).	Jean BERTHOIN.....	39
Armées. — Section commune (services d'outre- mer)	Gustave ALRIC.....	40
Armées. — Section air.....	Julien BRUNHES.....	41
Armées. — Section marine.....	Antoine COURRIERE.....	42
B. — BUDGETS ANNEXES		
Service des essences.....	} André COLIN.....	align="right">43
Service des poudres.....		
III. — Divers.		
Comptes spéciaux du Trésor.....	Jacques DESCOURS DESACRES.	44
Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 14 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959)	Edouard BONNEFOUS.....	45

II. — Les dispositions spéciales.

Normalement le présent rapport aurait dû regrouper tous les articles de la seconde partie de la loi de finances en indiquant, pour chacun d'eux, les motifs qui les ont inspirés, ainsi que les observations de votre Commission des Finances.

Mais, pour faciliter tant les travaux d'impression que la discussion en séance publique, votre Commission a estimé préférable de les fractionner et de les rattacher chaque fois qu'ils concernaient directement un budget, au rapport particulier relatif à ce budget.

La répartition de ces articles rattachés aux rapports particuliers est donnée par le tableau ci-après :

Articles rattachés à divers rapports particuliers.

BUDGETS	NUMEROS des annexes.	ARTICLES RATTACHES
Affaires culturelles.....	2	41 A (nouveau).
— Cinéma	3	70.
Agriculture	5	49, 49 bis, 50, 50 quater, 66.
Anciens combattants et victimes de guerre.	7	42 à 48, 48 bis.
Construction	8	24 (partie), 26 (partie), 27, 28, 33, 51, 52, 52 bis.
Coopération	9	52 bis A (nouveau).
Territoires d'Outre-Mer.....	11	34.
Education nationale.....	12	52 ter.
Finances et affaires économiques :		
— Charges communes.....	14	53, 53 A (nouveau), 55 bis, 55 ter, 55 quater, 57 septies.
— Services financiers.....	15	54, 55, 55 septies.
Intérieur	18	56, 56 bis.
Justice	19	57.
Services du Premier Ministre :		
— Information	21	57 ter, 57 quater.
Rapatriés	24	41, 57 A (nouveau).
Travail	27	39, 57 bis.
Travaux publics et transports.....	28	57 quinquies, 57 sexies.
Marine marchande.....	31	35, 36.
Postes et télécommunications.....	36	57 sexies A (nouveau).
Prestations sociales agricoles.....	37	50 bis, 50 ter.
Armées :		
— Exposé d'ensemble.....	38	15, 16.
— Section commune (Services d'Outre- Mer	40	40.
— Marine	42	40 bis.
Comptes spéciaux du Trésor.....	44	20, 21, 22, 23, 24 (partie), 25, 26 (partie), 55 quinquies, 55 sexies.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE PREMIER

Dispositions applicables à l'année 1963.

A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF

I. — BUDGET GENERAL

Article 12.

Budget général. — Services votés.

Texte. — Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 1963, au titre des services votés du budget général, est fixé à la somme de 68.529.241.946 F.

Commentaires. — Cet article, conformément aux dispositions de l'article 41 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, récapitule le montant des crédits correspondants aux « services votés » du budget général, crédits qui doivent faire l'objet d'un vote unique.

Article 13.

Budget général. — Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils.

Texte proposé initialement par le Gouvernement.	Texte voté par l'Assemblée nationale.	Texte proposé par votre Commission.
Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles, sur les dépenses ordinaires des services civils, des crédits ainsi répartis :	Il est ouvert...	Il est ouvert...
Titre 1 ^{er} « Dette publique — 50.115.575 F.		
Titre II « Pouvoirs publics ». 3.096.657		
Titre III « Moyens des services ».. 1.953.321.519	...2.664.780.054 F.	...2.640.848.724 F.
Titre IV « Interventions publiques 2.580.073.525	...2.719.778.525 F.	...2.652.224.525 F.
NET 4.486.376.126 F.	...5.337.599.661 F.	...5.246.054.331 F.
Ces crédits sont répartis par ministère, conformément à l'état B annexé à la présente loi.	...présente loi.	...présente loi.

Commentaires. — Cet article récapitule les crédits afférents aux « mesures nouvelles » des dépenses ordinaires civiles du budget général.

Les modifications proposées par votre Commission des Finances correspondent aux décisions qu'elle a prises sur les divers budgets particuliers :

— *Affaires culturelles :*

— Titre III : Réduction de 1.763.000 F demandée pour l'ajustement des crédits de subventions destinés à la Réunion des Théâtres Lyriques Nationaux.

— *Affaires étrangères :*

— Titre IV : Suppression de la réduction de 70.000 F opérée par l'Assemblée Nationale afin de permettre le rétablissement de la dotation initialement destinée au Comité Français du Mouvement Européen.

— *Anciens Combattants :*

— Titre IV : Suppression de la majoration de 67.624.000 F prévue au titre des mesures nouvelles pour demander au Gouvernement l'application du rapport constant, l'élaboration d'un plan pluriannuel et l'égalité des droits entre tous les anciens combattants.

— *Construction :*

— Titre III : 1° Suppression du crédit de 173.326 F prévu pour la réalisation de la refonte du statut du corps de l'inspection générale, afin de permettre au Gouvernement de revoir ce problème et de limiter, pour cette année, à 17, l'effectif total de ce corps ;

2° Suppression du crédit de 211.566 F destiné à permettre la création de 38 emplois nécessitée par la réforme du mode d'attribution de logements dans les H. L. M. du département de la Seine.

— *Intérieur :*

— Titre III : Abattement de 17.153.903 F pour hâter le règlement de la situation des fonctionnaires de police anciens combattants des Forces françaises libres.

— Services du Premier Ministre. — I. Services généraux :

— Titre III : Suppression du crédit de 2.129.535 F demandé pour la délégation à l'Aménagement du Territoire.

— Rapatriés :

— Titre III : 1° Abattement de 2.000.000 de francs sur les crédits de matériel de l'Administration Centrale estimés trop importants par rapport, en particulier, aux effectifs de personnel ;

2° Réduction de 500.000 F des crédits demandés pour le fonctionnement de diverses commissions, les justifications étant insuffisamment précisées.

Article 14.

Budget général. — Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils.

Texte proposé initialement par le Gouvernement.	Texte voté par l'Assemblée Nationale.	Texte proposé par votre Commission.
I. — Il est ouvert aux Ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 11.976.042.000 F ainsi répartie :	I. — Il est ouvert...	I. — Il est ouvert...
Titre V « Investissements exécutés par l'Etat »..... 3.468.026.000 F.	... 12.013.042.000 F...	... 11.938.042.000 F...
Titre VI « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »..... 8.072.933.000 F.	... 8.109.933.000 F.	... 8.037.933.000 F.
Titre VII « Réparation des dommages de guerre »... 435.083.000 F.		
Total..... 11.976.042.000 F.	... 12.013.042.000 F.	... 11.938.042.000 F.
Ces autorisations de programme sont réparties par ministère, conformément à l'état C annexé à la présente loi.	... présente loi.	... présente loi.

Texte proposé initialement par le Gouvernement.	Texte voté par l'Assemblée Nationale.	Texte proposé par votre Commission.
II. — Il est ouvert aux Ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :	II. — Il est ouvert...	II. — Il est ouvert...
Titre V « Investissements exécutés par l'Etat »..... 1.252.180.000 F.	...1.249.180.000 F.	
Titre VI « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »..... 1.960.185.000 F.	...1.963.185.000 F.	... 1.916.185.000 F.
Titre VII « Réparation des dommages de guerre »... 29.134.000 F.		
Total..... 3.241.499.000 F.		... 3.194.499.000 F.
Ces crédits de paiement sont répartis par ministère, conformément à l'état C annexé à la présente loi.	...présente loi.	...présente loi.

Commentaires. — Cet article récapitule les dotations afférentes aux « mesures nouvelles » des dépenses en capital des services civils du budget général. Les modifications apportées par votre Commission des Finances sont les suivantes :

— *Finances et Affaires économiques.* — I. *Charges communes :*

— Titre V : Abattement de 3.000.000 de francs sur les autorisations de programme destinées à l'aménagement des locaux parisiens de certains ministères.

— *Services du Premier Ministre.* — I. *Services généraux :*

— Titre VI : Suppression des 40.000.000 de francs en autorisations de programme et 15.000.000 de francs en crédits de paiement demandés pour doter le Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.

— *Travaux publics et transports :*

— Titre VI : Suppression de 32.000.000 de francs (autorisations de programme et crédits de paiement) destinés au financement du programme de la transversale Est-Ouest du métro express régional.

Articles 15 et 16.

Articles rattachés aux rapports particuliers. (Voir tableau de la page 7.)

Article 17.

Autorisations d'engagement par anticipation.

Texte. — Les Ministres sont autorisés à engager en 1963, par anticipation sur les crédits qui leur seront alloués pour 1964, des dépenses se montant à la somme totale de 111.194.000 F réparties par titre et par ministère, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Commentaires. — L'article 11 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, subordonne les engagements par anticipation sur les crédits de l'année suivante à des dispositions spéciales qui font l'objet du présent article.

Votre Commission des Finances vous propose de l'adopter sans aucune modification.

II. — BUDGETS ANNEXES

Article 18.

Budgets annexes. — Services votés.

Texte. — Le montant des crédits ouverts aux Ministres, pour 1963, au titre des services votés des budgets annexes, est fixé à la somme de 11.756.590.123 F ainsi répartie :

Caisse nationale d'épargne.....	743.670.203 F.
Imprimerie nationale	79.976.589 F.
Légion d'honneur	12.940.398 F.
Ordre de la Libération.....	289.145 F.
Monnaies et Médailles.....	81.367.439 F.
Postes et Télécommunications.....	5.255.363.738 F.
Prestations sociales agricoles.....	4.448.635.833 F.
Essences	866.908.655 F.
Poudres	267.438.123 F.

Total 11.756.590.123 F.

Commentaires. — Cet article récapitule les crédits afférents aux « Services votés » des budgets annexes qui, en application de l'article 41 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, doivent faire l'objet d'un vote unique.

Votre Commission des Finances vous en propose l'adoption sans aucune modification.

Article 19.

Budgets annexes. — Mesures nouvelles.

Texte proposé initialement
par le Gouvernement.

I. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, des autorisations de programme s'élevant à la somme totale de 1.143 millions 370.000 F, ainsi répartie :

Caisse nationale d'épargne	9 570 000 F.
Imprimerie nationale...	4 700 000 F.
Monnaies et médailles.	600 000 F.
Postes et télécommunications	1 048 930 000 F.
Essences	26 570 000 F.
Poudres	53 000 000 F.

Total 1.143.370.000 F.

II. — Le montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1963, applicables aux services votés des budgets annexes, est réduit de 574.136.414 F, ainsi répartis :

Caisse nationale d'épargne	66 739 797 F.
Imprimerie nationale.	9 523 411 F.
Légion d'honneur...	3 512 543 F.
Monnaies et médailles.	49 232 561 F.
Postes et télécommunications	676 822 783 F.
Prestations sociales agricoles	— 1 257 294 227 F.
Essences	— 136 400 855 F.
Poudres	13 727 573 F.

Net — 574.136.414 F.

Texte voté par l'Assemblée Nationale
et proposé par votre Commission.

Conforme.

II. — Le montant...

...est réduit de 556.136.414 F...

... — 1.239.294.227 F.

... — 556.136.414 F.

Commentaires. — Cet article récapitule les crédits relatifs aux « Mesures nouvelles » des budgets annexes.

Votre Commission des Finances n'y a pas apporté de modification.

III. — OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF
DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Articles 20 et 21.

Articles rattachés aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7).

B. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE

Articles 22 à 28.

Articles rattachés aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7).

C. — DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29.

Article voté avec la première partie de la loi de finances.

Article 30.

Crédits évaluatifs.

Texte. — Est fixée, pour 1963, conformément à l'état F annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent des crédits évaluatifs autres que ceux limitativement énumérés à l'article 9 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Commentaires. — Aux termes de l'article 9 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, les crédits évaluatifs s'appliquent à la dette publique, à la dette viagère, aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure à un état spécial annexé à la loi de finances.

C'est à cet état, dans lequel figurent d'ailleurs moins de chapitres que dans l'état correspondant de la loi de finances pour 1962, que renvoie le présent article.

Article 31.

Crédits provisionnels.

Texte. — Est fixée, pour 1963, conformément à l'état G annexé à la présente loi, la liste des chapitres dont les dotations ont un caractère provisionnel.

(Etat G modifié.)

Commentaires. — Le présent article a été établi en application des dispositions de l'article 10 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances qui dispose, notamment, que la liste des chapitres dont les dotations ont un caractère provisionnel est donnée chaque année par la loi de finances.

Par voie d'amendement déposé au cours de la discussion devant l'Assemblée Nationale, le Gouvernement a inséré dans l'état qui figurait dans son projet initial — et qui reproduisait celui de l'année dernière — divers chapitres du budget des Rapatriés.

Votre Commission des Finances vous propose d'apporter également une modification à cet état, à la suite du rattachement au budget des Affaires étrangères des crédits relatifs au Conseil européen pour la recherche nucléaire (C. E. R. N.) qui figuraient précédemment dans le budget du Premier Ministre (Services généraux). Il s'agit donc d'une mesure d'ordre qui consiste à supprimer, dans l'état G, la référence au chapitre 42-01 (nouveau) de ce dernier budget, étant entendu que la participation de la France aux dépenses de fonctionnement du C. E. R. N. sera désormais imputée sur le chapitre 42-31 du budget des Affaires étrangères, qui figure déjà dans l'état G.

Article 32.

Reports de crédits.

Texte. — Est fixée, pour 1963, conformément à l'état H annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report, dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Commentaires. — L'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances, dispose notamment que peuvent donner lieu à report, par arrêté du Ministre des Finances, les crédits disponibles figurant à des chapitres dont la liste est donnée par la loi de finances.

Cette liste figure dans l'état H auquel renvoie le présent article.

Il est signalé que cette liste ne comprend plus, dans le budget de l'Agriculture, le chapitre 44-30 relatif à « l'encouragement à l'emploi des amendements calcaires » qui avait déjà été supprimé dans le projet initial de budget pour 1962 mais que le Parlement avait rétabli.

Articles 33 à 36.

Articles rattachés aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7).

Article 37.

Subventions payables par annuités pour les travaux d'équipement rural et les travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux. — Fixation des plafonds d'émission des titres d'annuités.

Texte. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques est autorisé à émettre pendant l'année 1963 des titres représentant des subventions payables par annuités dans la limite de :

1° 23 millions de francs pour le capital des titres attribués pour des travaux d'équipement rural, en vertu de l'article 1^{er} modifié de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 et de l'article 8 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958 ;

2° 4.500.000 francs pour le capital global des titres attribués pour des travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux en vertu de l'article unique de la loi n° 48-1540 du 1^{er} octobre 1948, modifié par l'article 79 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956.

Commentaires. — Pour les opérations d'équipement rural ou portuaire, les subventions de l'Etat sont versées intégralement en capital à partir des programmes de 1961. Toutefois, pour les programmes autorisés antérieurement, il est nécessaire, pour honorer les engagements contractés, d'autoriser l'émission de titres représentant des subventions payables par annuités.

Tel est l'objet du présent article que votre Commission des Finances vous propose d'adopter sans aucune modification.

Article 38.

Article voté avec la première partie de la loi de finances.

Articles 39 à 41 A.

Articles rattachés aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7).

TITRE II

Dispositions permanentes.

I. — MESURES D'ORDRE FINANCIER

Articles 42 à 57 septies.

Articles rattachés aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7).

II. — MESURES D'ORDRE FISCAL

Article 58.

Impôt sur le revenu des personnes physiques.

Assouplissement des règles d'imposition des rentes viagères.

Texte. — I. — Les rentes viagères constituées à titre onéreux ne sont considérées comme un revenu, pour l'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par le crédientier, que pour une fraction de leur montant. Cette fraction est déterminée d'après l'âge du crédientier lors de l'entrée en jouissance de la rente et elle est fixée :

- à 70 % si l'intéressé est âgé de moins de 50 ans ;
- à 50 % s'il est âgé de 50 à 59 ans inclus ;
- à 40 % s'il est âgé de 60 à 69 ans inclus ;
- à 30 % s'il est âgé de plus de 69 ans.

Toutefois, cette fraction est portée à 80 %, quel que soit l'âge du crédientier, pour la partie du montant brut annuel des rentes viagères qui excède un plafond fixé par arrêté du Ministre des Finances.

II. — Nonobstant toutes dispositions contraires, la fraction des rentes viagères définie ci-dessus est imposée dans les mêmes conditions que les revenus énumérés à l'article 124 du Code général des impôts. Les dispositions de l'article 158-5° de ce code ne lui sont pas applicables.

III. — Les dispositions du présent article s'appliqueront pour la première fois pour l'imposition des revenus de l'année 1962.

Commentaires. — A l'heure actuelle, les rentes viagères sont assimilées, du point de vue fiscal, à des pensions et imposées, de ce fait, pour leur totalité à l'impôt sur le revenu des personnes

physiques, sous réserve de la réfaction de 20 % prévue en faveur des salaires et pensions par l'article 158 (5°) du Code général des impôts. Par ailleurs, les rentes viagères ne sont pas assujetties à la taxe complémentaire.

Or si, en droit civil, les rentes viagères sont considérées comme constituant un revenu, il n'en reste pas moins qu'en fait, chaque arrérage de rente comporte une partie correspondant à un intérêt et l'autre à l'aliénation d'un capital. Pour tenir compte de cette situation, il est proposé pour l'avenir de ne plus imposer les rentes viagères que pour la fraction de leur montant représentant l'intérêt du capital, mais d'assimiler en revanche la fraction imposable au revenu des intérêts de créances.

La fraction représentative de l'intérêt serait évaluée forfaitairement en fonction de l'âge du débirentier à :

- 70 % si l'intéressé est âgé de moins de 50 ans ;
- 50 % s'il est âgé de 50 à 59 ans inclus ;
- 40 % s'il est âgé de 60 à 69 ans inclus ;
- 30 % s'il est âgé de plus de 69 ans.

Toutefois, ce système ne sera appliqué que pour la partie du montant brut annuel des rentes viagères qui n'excédera pas un plafond fixé par arrêté du Ministre des Finances. Pour la partie supérieure, la fraction imposable sera, quel que soit l'âge du crédentier, de 80 %, ce qui aboutira en fait au maintien de la situation actuelle pour les sommes dépassant le plafond. Signalons que, d'après les renseignements qui ont été communiqués officieusement à votre Commission, le plafond envisagé pour l'application du nouveau régime sera fixé à un chiffre compris entre 5.000 et 10.000 F, mais dont le montant exact n'est pas encore définitivement arrêté.

Quant à l'exonération de la taxe complémentaire prévue en faveur des rentes viagères par l'article 204 bis du Code général des impôts, elle reste maintenue.

Votre Commission vous propose l'adoption sans modification du présent article.

Article 59.

Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Assouplissement des conditions dans lesquelles la femme seule peut considérer comme étant à sa charge son ascendant ou son frère ou sa sœur gravement invalide.

Texte proposé par le Gouvernement et voté par l'Assemblée Nationale.

I. — Pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la femme seule, dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 8.000 F, peut considérer comme étant à sa charge son ascendant, ainsi que son frère ou sa sœur gravement invalide, lorsqu'ils habitent exclusivement sous son toit et que les revenus imposables de chaque personne ainsi considérée à charge n'excèdent pas 2.000 F par an.

II. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

III. — Les dispositions du présent article s'appliqueront, pour la première fois, pour l'imposition des revenus de l'année 1962.

Texte proposé par votre Commission.

I. — Pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la femme seule, dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 8.000 F, peut considérer comme étant à sa charge son *ou ses* ascendants ainsi que son *ou ses* frères et sœurs gravement invalides...

... par an.

Conforme.

Conforme.

Commentaires. — Aux termes de l'article 196 du Code général des impôts, sont considérés comme étant à la charge du contribuable, lorsque celui-ci est une femme seule dont le revenu imposable ne dépasse pas 6.000 F, l'ascendant, ou le frère ou la sœur gravement invalide, à condition que les revenus de la personne à charge n'excèdent pas 1.400 F par an et que cette dernière habite exclusivement sous le toit du contribuable.

Le présent article a pour objet d'améliorer les dispositions en vigueur sur les points suivants :

— la condition de revenus pour que le contribuable puisse bénéficier de la mesure est portée de 6.000 F à 8.000 F ;

— le revenu maximum de la personne à charge est relevé à 2.000 F ; d'autre part, il n'est plus fait référence au revenu brut mais au revenu imposable.

Par ailleurs, l'exposé des motifs du Gouvernement précise que l'Administration continuera à donner une interprétation libérale à l'article 196 du C. G. I. en prenant uniquement en considération

le revenu du contribuable lui-même, à l'exclusion du revenu de l'ascendant ou du collatéral dont il s'agit justement de savoir s'il peut être ou non considéré comme personne à charge.

Votre Commission estime que le texte présenté par le Gouvernement peut prêter à contestation. En effet, et bien que l'exposé des motifs indique que les dispositions en cause ne sont pas limitées à la prise en charge d'un seul ascendant ou collatéral, la lettre même du texte paraît exclure son application lorsque la femme seule a à sa charge soit plusieurs ascendants — son père et sa mère par exemple — soit plusieurs frères ou sœurs infirmes.

Aussi votre Commission vous propose-t-elle de voter un amendement, présenté par notre collègue M. *Richard*, et tendant à expliciter sur ce point la rédaction du présent article.

Article 60.

Dégrèvements et exonérations d'impôts directs prévus en faveur des contribuables économiquement faibles.

Texte. — Les dégrèvements et exonérations visés aux articles 1398 *bis*, 1435 et 1603-3 du Code général des impôts ne peuvent être accordés qu'au redevable dont le revenu net global de l'année précédente, déterminé dans les conditions prévues par les articles 156 et suivants dudit Code, n'excède pas 3.100 F pour une part de revenu, 4.300 F pour 1,5 part, et ainsi de suite en augmentant cette limite de 1.200 F par demi-part supplémentaire.

Lorsque les intéressés ont disposé de revenus ou bénéfices professionnels, l'octroi des dégrèvements et exonérations prévus ci-dessus est subordonné, en outre, à la condition que ces revenus ou bénéfices n'aient pas dépassé, pour la même année, 1.400 F par part entière de revenu.

Ne sont pas considérés comme des revenus ou bénéfices professionnels au sens de l'alinéa qui précède :

- 1° Les traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;
- 2° Les bénéfices non commerciaux, autres que les revenus des charges et offices, qui proviennent de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire en vertu des articles 240, 241 et 1994 du Code général des impôts ;
- 3° Les revenus fonciers ;
- 4° Les revenus des capitaux mobiliers.

Ces dispositions se substituent à la condition de non-imposition aux anciennes taxes proportionnelles et surtaxe progressive prévues aux articles 1398 *bis*, 1435 et 1603-3 du Code général des impôts.

Commentaires. — Aux termes des articles 1398 *bis*, 1435 et 1603-3 du Code général des impôts, les personnes âgées ou invalides ne disposant que de faibles ressources sont exonérées de la contribution foncière sur les propriétés bâties, de la contribution mobilière et de la taxe pour frais de chambres de métiers. Toutefois,

les conditions d'appréciation des ressources sont fixées par référence à la taxe professionnelle et à la surtaxe progressive, impôts qui ont été supprimés par la loi du 28 décembre 1959 et remplacés par un impôt unique sur le revenu des personnes physiques.

Le présent article a pour objet d'adapter le texte des articles 1398 *bis*, 1435 et 1603-3 du C. G. I. au nouveau régime fiscal.

Les nouvelles dispositions proposées prévoient que :

1° Les dégrèvements et exonérations seront accordés aux contribuables dont le revenu net global de l'année précédente n'excède pas 3.100 F pour chaque part de revenu, en augmentant cette limite de 1.200 F par demi-part supplémentaire ;

2° Lorsque les intéressés ont disposé de revenus ou bénéfices professionnels, l'octroi des exonérations et dégrèvements pourra être subordonné, en outre, à la condition que ces revenus ou bénéfices n'aient pas dépassé, pour la même année, 1.400 F par part entière de revenu.

Ne seront pas considérés comme revenus ou bénéfices professionnels :

1° Les traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;

2° Les bénéfices non commerciaux, autres que les revenus des charges et offices, qui proviennent de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire en vertu des articles 240, 241 et 1994 du Code général des impôts ;

3° Les revenus fonciers ;

4° Les revenus des capitaux mobiliers.

Votre Commission vous propose l'adoption du présent article.

Article 61

Taxes sur le chiffre d'affaires. — Services rendus en vue du financement d'exportations ou d'affaires faites hors de France. — Exonération.

Texte. — Sont exonérées des taxes sur le chiffre d'affaires :

1° Les opérations bancaires afférentes au financement d'exportations ou d'affaires faites hors de France, dont la liste est fixée par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires Economiques ;

2° Les études et démarches ayant pour objet, à la demande de clients établis à l'étranger, d'organiser des moyens de financement pour l'achat de produits destinés à l'exportation.

Commentaires. — Aux termes de l'article 259 du Code général des impôts, une affaire est réputée faite en France « lorsque le service rendu, le droit cédé ou l'objet loué sont utilisés ou exploités en France ».

En vertu de ces dispositions, les services rendus en France par des banques chargées d'assurer le financement d'exportations ou d'affaires faites hors de France ou par des organismes chargés d'effectuer des démarches ou des études pour le compte de clients étrangers, sont passibles de la taxe sur les prestations de services alors que les exportations sont elles-mêmes exonérées de la T. V. A.

L'article proposé a pour objet de faire disparaître cette anomalie et de supprimer une entrave aux échanges avec l'étranger.

Votre Commission vous en propose l'adoption.

Article 62.

Suppression de la majoration du droit de timbre sur les contrats de transport.

Texte proposé par le Gouvernement.

L'article 22 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961 est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1963.

Texte voté par l'Assemblée nationale.

L'article 22 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961 est abrogé à compter de la date d'application de la taxe visée à la ligne 131 quater de l'état A annexé à la loi de finances pour 1963 (1^{re} partie. — Conditions générales de l'équilibre financier).

Texte proposé par votre Commission.

L'article 22...

...équilibre financier. En tout état de cause, ladite taxe devra entrer en vigueur avant le 1^{er} avril 1963.

Commentaires. — L'article 22 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961 a majoré de 0,05 F le tarif du droit de timbre afférent aux lettres de voiture, récépissés, bulletins d'expédition et aux pièces en tenant lieu délivrés par les entreprises de transports publics routiers de marchandises. Cette majoration était destinée au financement de la formation professionnelle dans les transports routiers.

Cette disposition ayant rompu l'harmonie entre le régime fiscal des contrats de transport ferroviaire et celui des contrats de transport routier, le Gouvernement a substitué à la majoration du tarif du droit de timbre une taxe parafiscale — dont la perception en 1963 a été autorisée par l'article 10 de la première partie de la loi de finances pour 1963 (n° 62-1529 du 22 décembre 1962) — qui sera perçue en même temps que le droit de timbre sur les cartes grises des camions et des autocars.

Le texte déposé par le Gouvernement propose, en conséquence, d'abroger l'article 22 de la loi du 20 décembre 1961 devenu sans objet.

Lors du débat devant l'Assemblée Nationale, il a été complété par une disposition prévoyant que cette abrogation n'entrerait en vigueur qu'à compter de la date d'application de la nouvelle taxe parafiscale.

Votre Commission a observé qu'il allait exister un hiatus dans le financement de la formation professionnelle des transports routiers. En effet, aucun crédit n'est prévu au budget de 1963 en faveur de cette formation. Par ailleurs, et compte tenu des délais nécessaires pour la mise en recouvrement de la nouvelle taxe parafiscale, pendant plusieurs mois, la formation professionnelle dont il s'agit ne disposera plus d'aucune ressource.

Votre Commission croit devoir attirer tout spécialement l'attention du Gouvernement sur ce point et souhaiterait connaître les mesures qu'il entend prendre pour assurer, sans discontinuité, le financement de la formation professionnelle des transports routiers.

En tout état de cause, et pour éviter que des lenteurs administratives ne viennent entraver la mise en application de la nouvelle taxe parafiscale, elle vous propose d'adopter un amendement présenté par notre collègue M. Brunhes prévoyant que cette taxe devra être appliquée au plus tard à compter du 1^{er} avril 1963.

Article 63.

Entreprises de presse. — Prorogation du régime des provisions destinées à faire face à des dépenses d'acquisition d'éléments d'actif.

Texte. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 39 bis du Code général des Impôts est modifié ainsi qu'il suit :

« 1° Dans les entreprises exploitant soit un journal, soit une revue mensuelle ou bi-mensuelle consacrée pour une large part à l'information politique, les provisions constituées au moyen des bénéfices réalisés au cours des exercices 1951 à 1964, en vue d'acquérir des matériels... » (*Le reste sans changement.*)

Commentaires. — Il s'agit là d'une disposition reconduite périodiquement — la dernière fois par l'article 106 de la loi de finances pour 1961 — qui a pour objet d'inciter les entreprises de presse à moderniser leurs installations.

Pour ce faire, elles sont autorisées, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés :

— à retrancher de leurs bénéfices les dépenses effectuées en vue de l'acquisition de matériels, mobiliers et autres éléments d'actif nécessaires à leur exploitation, ainsi que leurs frais de premier établissement ;

— à constituer des provisions destinées à leur permettre de faire face au financement ultérieur de dépenses de même nature.

Il est proposé de proroger ces dispositions jusqu'à l'exercice 1964 inclus.

Votre Commission vous demande de voter cet article.

Article 64

Taxe de voirie. — Calcul du précompte pour frais d'assiette, de recouvrement et non-valeurs.

Texte. — I. — Le produit des centimes votés par les Conseils municipaux au titre de la taxe de voirie est versé intégralement aux communes.

Les prélèvements pour frais d'assiette, de recouvrement et non-valeurs effectués au profit de l'Etat en application de l'article 1649 C du Code général des impôts sont ajoutés d'office au montant des impositions visées à l'alinéa précédent.

II. — Les dispositions du présent article s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 1963.

Commentaires. — Aux termes des dispositions de l'article 1649-C du Code général des impôts, le prélèvement pour frais d'assiette, de recouvrement et non-valeurs effectué au profit de l'Etat au titre de la taxe de voirie doit être opéré sur le montant brut des cotisations, ce qui oblige les communes à voter des impositions plus élevées que celles qui doivent finalement leur revenir.

Ce système présentant des inconvénients, il est proposé pour l'avenir d'ajouter d'office le prélèvement en cause — prélèvement dont le montant ne sera pas modifié — au montant des centimes votés par les Conseillers municipaux et généraux, au titre de cette taxe comme il est déjà procédé en matière de centimes généraux aux anciennes contributions directes.

Votre Commission vous propose l'adoption de ce texte.

Article 65

Poudres. — Régime des poudres de chasse et de mine importées.

Texte. — L'article 588 du Code général des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 588. — L'importation des poudres à feu est interdite ; toutefois, le Ministre des Armées peut autoriser l'admission en France des poudres de chasse et des poudres de mine.

« Dans ce cas, l'importation des poudres de chasse donne lieu au paiement d'un droit égal à la différence entre le prix de vente à l'intérieur, départ poudrerie, de la poudre de chasse similaire fabriquée par le service des poudres et le prix d'achat de cette même poudre audit service par la Direction générale des impôts (contributions indirectes) ; les poudres de mines importées sont frappées du droit gradué d'après la puissance de l'explosif applicable aux dynamites de même coefficient d'utilisation pratique. »

Commentaires. — Aux termes de l'article 588 du Code général des impôts tel qu'il est actuellement rédigé (article 102 de la loi de finances pour 1960) les poudres de chasse importées sont frappées d'un droit qui a pour objet de les placer sur un pied d'égalité, au regard de l'impôt sur la consommation, avec les poudres nationales.

Mais il est calculé avec, comme référence, les prix de la poudre T (droit = prix de vente à l'intérieur de la poudre de chasse T — prix d'achat par le service des impôts de cette même poudre).

Or, la parité a été rompue par diverses modifications de tarifs dues à la création de nouvelles catégories de poudres. Certains produits importés sont frappés à un taux inférieur aux produits nationaux : d'où une perte de recettes pour le Trésor. A l'inverse, d'autres produits sont plus lourdement frappés que les poudres françaises et il y a là une discrimination contraire aux stipulations du Traité de Rome.

Pour éviter ces deux inconvénients, la référence à la poudre T est abandonnée. Le droit sera calculé pour chaque catégorie de poudre.

Votre Commission des Finances vous propose l'adoption de cette disposition.

Article 66.

Article rattaché aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7.)

Article 67.

Exonération de la taxe sur les prestations de services de certaines opérations de réassurance.

Texte. — Les commissions payées à des courtiers établis à l'étranger pour l'apport de traités de réassurances à des réassureurs possédant leur établissement en France sont exonérées des taxes sur le chiffre d'affaires.

Commentaires. — Aux termes de l'article 259 du Code général des impôts, une affaire est réputée faite en France « lorsque le service rendu, le droit cédé ou l'objet loué sont utilisés ou exploités en France ».

En vertu de ces dispositions, un réassureur établi en France paie la taxe sur les prestations de services pour les commissions qu'il verse à des courtiers établis à l'étranger pour l'apport de traités de réassurances.

Cette règle aboutit à détourner de notre pays les opérations de réassurances, car le réassureur ou bien renonce à certaines affaires ou bien prend à sa charge la T. P. S. en payant des commissions plus élevées.

S'agissant d'une activité exportatrice, le Gouvernement demande l'autorisation d'exonérer les opérations en cause. Votre Commission des finances vous propose d'adopter le présent article.

Article 68.

Imposition des produits des fonds de placement constitués à l'étranger.

Texte. — Il est ajouté à l'article 120 du Code général des impôts un paragraphe 11° supplémentaire ainsi conçu :

11° Les produits des fonds de placement ou d'investissement constitués à l'étranger, quelle que soit la nature ou l'origine des produits distribués. »

Commentaires. — Le présent article a pour objet de régler les conditions d'imposition des produits des fonds de placement ou d'investissement constitués à l'étranger.

Ces fonds n'ayant pas de personnalité, leurs adhérents doivent donc être considérés comme les copropriétaires directs des capitaux placés.

Par conséquent, les produits distribués par ces fonds devraient être imposés entre les mains des adhérents comme s'il s'agissait de revenus directement encaissés par eux. Or, une telle solution est,

en pratique, difficilement applicable car les produits des fonds sont distribués normalement aux participants une fois par an et il serait alors nécessaire de rechercher dans chaque distribution globale l'origine des produits pour en imposer chaque fraction d'une façon particulière selon cette origine.

Il est proposé, en conséquence, de considérer du point de vue fiscal les produits distribués par les fonds de placement dont il s'agit comme des revenus de valeurs mobilières émises hors de France.

Votre Commission vous propose d'adopter cet article sans modification.

Article 69.

Remplacement des cartes nationales d'identité et des passeports délivrés en Algérie et au Sahara. — Exonération des droits de timbre.

Texte. — La délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports effectuée conformément aux prévisions du décret n° 62-1109 du 22 septembre 1962 est dispensée des droits établis par les articles 952 et 966, paragraphe 1^{er}, du Code général des impôts.

Commentaires. — Aux termes du décret du 22 septembre 1962, les cartes nationales d'identité et les passeports délivrés dans les départements d'Algérie et du Sahara sont dépourvus de force probante à compter du 1^{er} janvier 1963. Les personnes ayant de telles pièces devront donc en demander le remplacement.

Le présent article, qui résulte d'un amendement déposé par le Gouvernement lors du débat devant l'Assemblée nationale, a pour objet d'exonérer du droit de timbre le remplacement de ces cartes et passeports.

Votre Commission vous en propose l'adoption.

Article 70.

Article rattaché aux rapports particuliers (voir tableau de la page 7.)

Article 71.

Création d'un marché d'intérêt national dans la région parisienne. Répartition du produit de la taxe locale.

Texte. — A compter de la date d'ouverture du marché d'intérêt national créé dans la région parisienne par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962 et par dérogation aux dispositions des paragraphes I et V de l'article 1577 du Code général des Impôts,

le produit, correspondant aux taux de 2,10 % et 5,40 % de la taxe locale perçue sur les affaires réalisées dans les limites de ce marché et de la zone qui lui est rattachée par décret en Conseil d'Etat, est versé à un fonds spécial pour être réparti par un comité entre les communes figurant sur une liste fixée par décret contre-signé par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances et des Affaires économiques. Ce décret fixera en outre la composition, les attributions et les règles de fonctionnement dudit Comité.

Commentaires. — Cet article a pour objet de répartir entre diverses communes de la région parisienne la part du produit de la taxe locale qui serait normalement perçue lorsque le marché d'intérêt national entrera en fonction, par les communes sur le territoire desquelles ce marché sera installé.

En effet, sans cet aménagement, le transfert des Halles centrales entraînerait une perte de recettes pour le budget de la capitale et les collectivités locales intéressées disposeraient de ressources hors de proportion avec les charges qu'elles auront à subir.

Les sommes en cause seront donc versées à un fonds spécial géré par un comité dont la composition, les attributions et les règles de fonctionnement seront fixées par décret. Elles seront réparties entre :

— les communes sur le territoire desquelles doivent être implantées les installations du marché ;

— la ville de Paris, dans l'attente du développement, sur l'emplacement des Halles, de nouvelles activités génératrices de recettes ;

— les communes pour lesquelles la création du marché provoquerait des charges supplémentaires.

Votre Commission des Finances vous propose l'adoption de cet article.

Article 72.

Taxe perçue au profit des Chambres de Métiers.

Texte. — I. — Les dispositions du paragraphe 1 et du premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 1603 du Code général des impôts sont modifiées comme suit :

« 1. — Il est pourvu aux dépenses ordinaires des Chambres de Métiers au moyen d'une taxe annuelle de 8 F acquittée par les chefs d'entreprises individuelles ou par des sociétés soumis à l'obligation de s'inscrire au répertoire des métiers conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 1962 et des textes qui en règlent l'application.

« 2. — En cas d'insuffisance du produit de la taxe, les Chambres de Métiers peuvent voter des décimes additionnels dans la limite de 30 au maximum. »

II. — Les dispositions du présent article prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1963.

Commentaires. — A l'heure actuelle, et conformément aux dispositions de l'article 1603 du code général des impôts, il est pourvu aux dépenses ordinaires des chambres de métiers au moyen d'une taxe annuelle de huit francs acquittée par les artisans ressortissant à ces chambres. Par ailleurs, en cas d'insuffisance du produit de la taxe, les chambres de métiers peuvent voter des décimes additionnels dans la limite de 20.

Il est proposé, d'une part, de relever de 20 à 30 le nombre maximum des centimes additionnels que pourront voter les chambres de métiers et, d'autre part, de modifier la rédaction de l'article 1603 pour permettre d'assujettir à la taxe non plus seulement les artisans mais également tous les chefs d'entreprise et les sociétés soumis à l'obligation de s'inscrire au répertoire des métiers, conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 1962 relatif à la réforme des chambres de métiers.

Ce texte qui résulte d'un amendement déposé par le Gouvernement lors du débat devant l'Assemblée Nationale, n'appelle pas d'observation de la part de votre Commission qui vous en propose l'adoption sans modification.

Article 73.

Droit de consommation applicable aux rhums et tafias à la Réunion.

Texte. — Dans le département de la Réunion, le taux du droit de consommation applicable aux rhums et tafias livrés à la consommation locale est fixé à 250 F par hectolitre d'alcool pur.

Commentaires. — Cet article a pour objet d'abaisser de 299 F à 250 F par hectolitre d'alcool pur le droit de consommation applicable aux rhums et tafias livrés à la consommation locale à la Réunion.

Votre Commission des finances vous en propose l'adoption.

Article 74.

Incorporation des dotations sur stocks et des réserves spéciales de réévaluation.

Texte. — Dans la rédaction des articles 238 *quinquies* et 673-3^o du Code général des impôts, les dates du 31 décembre 1965 et 1^{er} janvier 1966 sont respectivement substituées à celles du 31 décembre 1963 et du 1^{er} janvier 1964.

Commentaires. — Les dispositions contenues dans cet article se rapportent à la réforme fiscale du 28 décembre 1959 qui prévoyait que :

a) Jusqu'au 31 décembre 1962, la distribution de la réserve spéciale de réévaluation s'effectuerait moyennant le paiement d'une taxe spéciale de 12 % couvrant l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus des personnes physiques susceptibles d'être réclamés, du chef de l'opération, tant à la société qu'aux attributaires (article 238 *quinquies* du Code général des impôts) ;

b) Jusqu'à la même date, l'incorporation au capital des dotations sur stocks et des réserves spéciales de réévaluation pourrait être effectuée moyennant le paiement du seul droit fixe de 80 francs, au lieu du droit proportionnel de 6 % pour les premières et de 7,20 % pour les secondes (article 673-3° du Code général des impôts).

En vue de laisser aux entreprises une plus grande souplesse dans l'élaboration de leurs programmes financiers, le présent article a pour objet de reporter la date limite d'application au 31 décembre 1965, date d'expiration du IV^e Plan.

Votre Commission des finances vous en propose l'adoption.

Article 75.

Revision de bilans.

Texte. — I. — Le délai dans lequel les entreprises doivent ou peuvent procéder à la revision de leurs bilans dans les conditions prévues à l'article 45 du Code général des impôts est prorogé jusqu'au 31 décembre 1963.

II. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe b de l'article 46 du Code précité, la nouvelle valeur des titres en portefeuille, déterminée dans les conditions définies à ce paragraphe, ne pourra, en aucun cas, être supérieure à leur valeur réelle à la date du bilan révisé, en ce qui concerne les réévaluations effectuées postérieurement au 31 décembre 1962.

Commentaires. — L'article 39 de la loi du 28 décembre 1959 portant réforme fiscale faisait obligation aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions de francs, de reviser leurs bilans, et fixait comme limite à la réalisation de cette opération la date du 31 décembre 1962.

Il est demandé de proroger ce délai d'un an, en raison de la complexité de l'opération.

S'agissant de la réévaluation des titres en portefeuille — dont la valeur doit être appréciée au 30 juin 1959 — les variations de cours en baisse intervenues depuis cette date pourraient conduire

des entreprises à constater en franchise d'impôt une plus-value de réévaluation et à constituer dans le même temps une *provision pour dépréciation* — laquelle est déductible des bénéfices imposables.

Afin de remédier à cette anomalie, il est prévu, dans le paragraphe 2 de l'article, que, pour les réévaluations effectuées postérieurement au 31 décembre 1962, la valeur réévaluée du portefeuille ne pourra, en aucun cas, excéder *sa valeur réelle à la date du bilan révisé*

Votre Commission des finances vous demande de voter l'article 75.

Article 76.

Taxe unique sur les cidres. — Régime spécial.

Texte voté par l'Assemblée Nationale.

Le deuxième alinéa de l'article 467 du Code général des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

« Toutefois, le tarif de la taxe unique visée aux articles 442 *quater* et 442 *quinquies* du présent Code est réduit à 3 F par hectolitre de cidre pour les fruits à cidre achetés par les simples particuliers en vue de la fabrication de cidres destinés à leur consommation familiale, dans la mesure où le lieu de récolte de ces fruits et le domicile des particuliers sont situés à l'intérieur d'un périmètre constitué par l'arrondissement de récolte et les cantons limitrophes de cet arrondissement. »

Texte proposé par votre Commission.

I. — Le deuxième alinéa...

... de cet arrondissement. »

II. — L'article 466 du Code général des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 466. — A l'exception des raisins de table, les vendanges fraîches, autres que celles déplacées par les récoltants du lieu de récolte au pressoir, ou à la cuve de fermentation, à l'intérieur de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes de cet arrondissement, sont soumises aux mêmes formalités à la circulation que les vins et passibles des mêmes droits à raison d'un hectolitre de vin pour 130 litres ou 130 kilogrammes de vendanges. »

Commentaires. — Les particuliers qui achètent des pommes pour faire du cidre pour leur consommation familiale acquittent un droit réduit de 3 francs par hectolitre de cidre (le droit commun est de 6 francs).

Dans la rédaction actuelle de l'article 467 du Code général des Impôts, le régime de faveur n'est accordé qu'à la condition que les achats de fruits soient effectués dans le canton du domicile de l'acquéreur ou les cantons limitrophes.

Le Gouvernement a proposé d'élargir cette aire à l'arrondissement et aux cantons limitrophes.

Votre Commission est non seulement d'accord sur cette disposition mais vous propose encore de l'étendre par amendement aux vendanges transportées hors taxe par un récoltant au pressoir : en effet, la création de caves coopératives aboutit à l'abandon des pressoirs individuels mais rend trop étroites les limites du canton pour le transport de la récolte.

AMENDEMENTS PRESENTES PAR LA COMMISSION

Article 31.

ÉTAT G

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Services généraux.

Chapitre 42-01 (nouveau). — Participation de la France aux dépenses de fonctionnement du Conseil européen pour la recherche nucléaire.

Amendement : Supprimer cette mention.

Article 59.

Amendement : Rédiger comme suit le début de cet article :

I. — Pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la femme seule dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 8.000 F peut considérer comme étant à sa charge son ou ses ascendants ainsi que son ou ses frères et sœurs gravement invalides... (le reste sans changement).

Article 62.

Amendement : Compléter cet article par la disposition suivante :

En tout état de cause, ladite taxe devra entrer en vigueur avant le 1^{er} avril 1963.

Article 76.

Amendement : Compléter cet article par un paragraphe II ainsi rédigé :

II. — L'article 466 du Code général des Impôts est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art. 466.* — A l'exception des raisins de table, les vendanges fraîches, autres que celles déplacées par les récoltants du lieu de récolte au pressoir, ou à la cuve de fermentation, à l'intérieur de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes

de cet arrondissement, sont soumises aux mêmes formalités à la circulation que les vins et passibles des mêmes droits à raison d'un hectolitre de vin pour 130 litres ou 130 kilogrammes de vendanges. »

et, en conséquence, au début du premier paragraphe, introduire le signe « I ».

*
* *

Compte tenu des amendements ci-dessus et des amendements figurant dans les annexes au présent rapport sur lesquels vous serez appelés à vous prononcer au cours de la discussion en séance publique, votre Commission vous propose d'adopter le projet de loi, voté par l'Assemblée Nationale, dont le texte est ainsi conçu :

PROJET DE LOI

(Texte adopté par l'Assemblée Nationale.)

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1963

A. — Opérations à caractère définitif.

I. — BUDGET GÉNÉRAL

Art. 12.

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 1963, au titre des services votés du budget général, est fixé à la somme de 68.529.241.946 F.

Art. 13.

Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles, sur les dépenses ordinaires des services civils, des crédits ainsi répartis :

— Titre I ^{er} « Dette publique »	— 50.115.575 F.
— Titre II « Pouvoirs publics »	3.096.657 F.
— Titre III « Moyens des services »	2.664.780.054 F.
— Titre IV « Interventions publiques » ..	2.719.778.525 F.
NET	<hr/> 5.337.539.661 F.

Ces crédits sont répartis par ministère, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 14.

I. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 12.013.042.000 F ainsi répartie :

— Titre V « Investissements exécutés par l'Etat »	3.468.026.000 F.
— Titre VI « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »	8.109.933.000 F.
— Titre VII « Réparation des dommages de guerre »	435.083.000 F.
	<hr/>
Total	12.013.042.000 F.

Ces autorisations de programme sont réparties par ministère, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

II. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils du budget général, des crédits de paiement ainsi répartis :

— Titre V « Investissements exécutés par l'Etat »	1.249.180.000 F.
— Titre VI « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »	1.963.185.000 F.
— Titre VII « Réparation des dommages de guerre »	29.134.000 F.
	<hr/>
Total	3.241.499.000 F.

Ces crédits de paiement sont répartis par ministère, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Art. 15.

I. — Il est ouvert au Ministre des Armées, pour 1963, au titre des mesures nouvelles, sur les dépenses ordinaires des services militaires, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 645.000.000 F et applicables au titre III « Moyens des armes et services ».

II. — Le montant des crédits de paiement ouverts au Ministre des Armées, pour 1963 (services votés), est réduit, au titre des mesures nouvelles, de 1.294.345.377 F ainsi répartis :

— titre III « Moyens des armes et services »	— 1.274.503.093 F.
— titre IV « Interventions publiques et administratives »	— 19.842.284 F.
	<hr/>
Total	— 1.294.345.377 F.

Art. 16.

Il est ouvert au Ministre des Armées, pour 1963, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires, des autorisations de programme et des crédits de paiement s'élevant respectivement à 8.593.507.000 F et à 1 milliard 923.494.200 F, applicables au titre V « Equipement ».

Art. 17.

Les ministres sont autorisés à engager en 1963, par anticipation sur les crédits qui leur seront alloués pour 1964, des dépenses se montant à la somme totale de 111.194.000 F réparties par titre et par ministère, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

II. — BUDGETS ANNEXES

Art. 18.

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 1963, au titre des services votés des budgets annexes, est fixé à la somme de 11.756.590.123 F ainsi répartie :

Caisse nationale d'épargne.....	743.670.203 F.
Imprimerie nationale.....	79.976.589 F.
Légion d'honneur.....	12.940.398 F.
Ordre de la Libération.....	289.145 F.
Monnaies et Médailles.....	81.367.439 F.
Postes et Télécommunications.....	5.255.363.738 F.
Prestations sociales agricoles.....	4.448.635.833 F.
Essences	866.908.655 F.
Poudres	267.438.123 F.
	<hr/>
Total	11.756.590.123 F.

Art. 19.

I. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, des autorisations de programme s'élevant à la somme totale de 1.143.370.000 F, ainsi répartie :

Caisse nationale d'épargne.....	9.570.000 F.
Imprimerie nationale	4.700.000 F.
Monnaies et Médailles.....	600.000 F.
Postes et Télécommunications.....	1.048.930.000 F.
Essences	26.570.000 F.
Poudres	53.000.000 F.
<hr/>	
Total	1.143.370.000 F.

II. — Le montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1963, applicables aux services votés des budgets annexes, est réduit de 556.136.414 F, ainsi répartis :

Caisse nationale d'épargne.....	66.739.797 F.
Imprimerie nationale	9.523.411 F.
Légion d'honneur	3.512.543 F.
Monnaies et Médailles.....	49.232.561 F.
Postes et Télécommunications.....	676.822.783 F.
Prestations sociales agricoles.....	— 1.239.294.227 F.
Essences	— 136.400.855 F.
Poudres	13.727.573 F.
<hr/>	
Net	— 556.136.414 F.

III. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF
DES COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Art. 20.

Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 1963, au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale, est fixé à la somme de 2.454.205.405 F.

Art. 21.

I. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 788.950.000 F.

II. — Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement s'élevant à la somme totale de 379.486.670 F, ainsi répartie :

— dépenses ordinaires civiles	82.736.670 F.
— dépenses civiles en capital	296.750.000 F.
	<hr/>
Total	379.486.670 F.

B. — Opérations à caractère temporaire.

Art. 22.

I. — Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 1963, au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, est fixé à la somme de 57.150.000 F.

II. — Le montant des découverts applicables, en 1963, aux services votés des comptes de commerce, est fixé à 1.510.000.000 F.

III. — Le montant des découverts applicables, en 1963, aux services votés des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, est fixé à 443.200.000 F.

IV. — Le montant des découverts applicables, en 1963, aux services votés des comptes d'opérations monétaires, est fixé à 235.500.000 F.

V. — Le montant des crédits ouverts au Ministre des Finances et des Affaires économiques, pour 1963, au titre des services votés des comptes d'avances du Trésor, est fixé à la somme de 6.600.000.000 F.

VI. — Le montant des crédits ouverts aux ministres, pour 1963, au titre des services votés des comptes de prêts et de consolidation, est fixé à la somme de 5.827.200.000 F.

Art. 23.

Il est ouvert aux ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme et des crédits de paiement s'élevant respectivement à 58.550.000 F et 25.450.000 F.

Art. 24.

I. — Il est ouvert au Ministre de la Construction, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 520.000.000 F.

II. — Il est ouvert aux Ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des comptes de commerce, des autorisations de découverts s'élevant à la somme de 116.000.000 F.

Art. 25.

Il est ouvert au Ministre des Finances et des Affaires économiques, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des comptes d'avances du Trésor, des crédits de paiement s'élevant à la somme de 389.320.000 F.

Art. 26.

I. — Il est ouvert aux Ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 3.030.200.000 F, ainsi répartie :

— Prêts divers de l'Etat.....	380.200.000 F.
— Prêts concernant les habitations à loyer modéré	2.650.000.000 F.
	<hr/>
Total	3.030.200.000 F.

II. — Il est ouvert aux Ministres, pour 1963, au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation, des crédits de paiement s'élevant à la somme de 1.086.400.000 F, ainsi répartie :

— Prêts concernant les habitations à loyer modéré	663.000.000 F.
— Prêts divers de l'Etat.....	423.400.000 F.
	<hr/>
Total	1.086.400.000 F.

Art. 27.

I. — L'autorisation du programme de 2.650.000.000 F ouverte au Ministre de la Construction au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation comprend :

— La troisième tranche, soit 300.000.000 F, du programme triennal de construction H. L. M. institué par l'article 44 de la loi de finances rectificative n° 61-825 du 29 juillet 1961 ;

— La deuxième tranche, soit 400.000.000 F, du programme triennal de construction H. L. M. institué par l'article 33 de la loi de finances pour 1962 (n° 61-1396 du 21 décembre 1961).

II. — Le Ministre de la Construction est autorisé à établir dans les conditions prévues par la loi n° 62-788 du 13 juillet 1962 un nouveau programme triennal de construction H. L. M. fixé à 900.000.000 F à réaliser par tranches annuelles à raison de :

200.000.000 F en 1963 ;

400.000.000 F en 1964 ;

300.000.000 F en 1965.

La première tranche de ce programme triennal s'imputera également sur le montant de l'autorisation de programme fixée au paragraphe I, premier alinéa, ci-dessus.

III. — Une part des prêts concernant les habitations à loyer modéré sera obligatoirement réservée aux opérations d'accession à la propriété. Elle ne sera pas inférieure au cinquième du montant global des crédits.

La répartition des crédits ainsi ouverts entre le secteur locatif et celui de l'accession à la propriété et ses modalités seront déterminées par décision du Ministre de la Construction, après avis de la Commission prévue à l'article 196 du Code de l'urbanisme et de l'habitation.

Art. 28.

Pour l'année 1963, les bonifications d'intérêts prévues à l'article 207 du Code de l'urbanisme et de l'habitation et à l'article 7 du décret n° 61-549 du 23 mai 1961 sont applicables aux emprunts émis ou contractés dans la limite de 50.000.000 F par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés de crédit immobilier.

Sont également bonifiables dans les mêmes conditions, mais sans limitation de montant, les emprunts contractés par les organismes et sociétés en application de l'article 45 du Code des caisses d'épargne.

C. — Dispositions diverses.

.....
Art. 30.

Est fixée, pour 1963, conformément à l'état F annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent des crédits évaluatifs autres que ceux limitativement énumérés à l'article 9 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Art. 31.

Est fixée, pour 1963, conformément à l'état G annexé à la présente loi, la liste des chapitres dont les dotations ont un caractère provisionnel.

Art. 32.

Est fixée, pour 1963, conformément à l'état H annexé à la présente loi, la liste des chapitres sur lesquels s'imputent les crédits pouvant donner lieu à report, dans les conditions fixées par l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Art. 33.

Le Ministre de la Construction est autorisé à établir un programme triennal d'attribution des primes à la construction prévues à l'article 257 du Code de l'urbanisme et de l'habitation. Ce programme, fixé à 30.000.000 F, sera réalisé par tranches annuelles à raison de :

10.000.000 F en 1963 ;

10.000.000 F en 1964 ;

10.000.000 F en 1965.

La première tranche de ce programme s'imputera sur les autorisations de programme ouvertes au titre de 1963.

Art. 34.

Le montant de la participation des territoires d'outre-mer aux dépenses des services du Trésor est fixé pour l'année 1963 à la somme globale de 2:233.285 F, répartie comme suit :

Comores	160.374 F.
Côte française des Somalis.....	667.323 F.
Nouvelle-Calédonie	670.021 F.
Polynésie	516.439 F.
Saint-Pierre et Miquelon.....	219.128 F.

Art. 35.

Est maintenue, jusqu'au 31 décembre 1963, l'aide de l'Etat en faveur de l'armement au cabotage.

Art. 36.

Les tranches annuelles d'autorisations de programme ouvertes au titre de l'aide à la construction navale par l'article 29 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 portant loi de finances pour 1960 sont ainsi modifiées et complétées :

1963	296.613.000 F.
1964	140.000.000 F.
1965	80.000.000 F.

Art. 37.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques est autorisé à émettre pendant l'année 1963 des titres représentant des subventions payables par annuités dans la limite de :

1° 23.000.000 F pour le capital des titres attribués pour des travaux d'équipement rural, en vertu de l'article 1^{er} modifié de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 et de l'article 8 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958 ;

2° 4.500.000 F pour le capital global des titres attribués pour des travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux en vertu de l'article unique de la loi n° 48-1540 du 1^{er} octobre 1948, modifié par l'article 79 de la loi n° 56-1327 du 29 décembre 1956.

.....

Art. 39.

Les dispositions de l'article 19, II, de la loi de finances rectificative pour 1962, n° 62-873 du 31 juillet 1962, sont reconduites pour l'année 1963.

Art. 40.

I. — Les dispositions de l'article 2, III, de la loi de finances rectificative pour 1961, n° 61-825 du 29 juillet 1961, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1963.

II. — Jusqu'à la même date, les ressortissants de la Guinée en service dans l'armée française pourront recevoir application des dispositions de l'article 2, III, de la loi précitée du 29 juillet 1961.

Art. 40 bis (nouveau).

A titre exceptionnel, le Ministre des Armées est autorisé à intégrer en 1963, dans le corps des ingénieurs du Génie maritime, les ingénieurs en chef des directions de travaux des constructions navales ayant six ans d'ancienneté dans leur grade et titulaires d'au moins deux diplômes d'ingénieur délivrés par des écoles publiques, dont celui d'ingénieur de l'école technique supérieure des constructions navales obtenu avec la mention honorable.

Les intéressés seront nommés au grade d'ingénieur en chef de 2^e classe du Génie maritime et conserveront, lors de leur nomination à ce grade, une ancienneté de trois ans.

Art. 41.

Le Gouvernement pourra jusqu'au 30 juin 1963, par décrets contresignés par le Ministre des Finances et des Affaires économiques, procéder à titre temporaire aux créations d'emplois nécessaires au Ministère chargé des rapatriés pour l'application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'Outre-Mer.

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I. — Mesures d'ordre financier.

A. — ENSEMBLE DES MESURES INTÉRESSANT LES RESSORTISSANTS DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

Art. 42.

I. — Dans le premier alinéa de l'article L. 50 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, l'indice 448,5 est substitué à l'indice 441.

II. — L'article L. 52 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est abrogé.

III. — Les dispositions ci-dessus prendront effet du 1^{er} janvier 1963.

Art. 43.

1. — L'article L. 72 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est complété par le paragraphe II suivant :

« II. Les indices de pension 200 et 100 visés au paragraphe I sont respectivement majorés de 10 et 5 points en faveur des ascendants âgés :

« — soit de 65 ans ;

« — soit de 60 ans lorsqu'ils sont infirmes ou atteints d'une maladie incurable. »

2. — Cette disposition prendra effet du 1^{er} janvier 1963.

3. — A compter du 1^{er} juillet 1963, les majorations visées ci-dessus sont respectivement portées à 15 points et à 7,5 points.

4. — Il est alloué aux anciens prisonniers de la guerre 1914-1918, qui en feront la demande avant le 31 décembre 1963, un pécule de 50 F.

Les modalités d'attribution de ce pécule sont fixées par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Secrétaire d'Etat au Budget.

Art. 44.

I. — Les quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 33 bis du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le montant de cette allocation est porté à l'indice 676 pour les aveugles, les amputés des deux membres supérieurs et les impotents des deux membres supérieurs ayant perdu au moins l'usage des deux mains, les amputés des deux membres inférieurs au niveau de la cuisse et les impotents totaux des deux membres inférieurs, les amputés d'un membre supérieur ayant perdu au moins l'usage de l'autre main, les amputés d'un membre inférieur au niveau de la cuisse ayant totalement perdu l'usage de l'autre membre inférieur lorsqu'ils sont bénéficiaires des allocations aux grands mutilés, prévues aux articles L. 38 et L. 38 bis, et à l'indice 800 si ces mêmes invalides ne bénéficient pas desdites allocations. Elle est portée à l'indice 476 pour les amputés de deux membres autres que ceux mentionnés ci-dessus, les impotents de deux membres ayant totalement perdu l'usage d'un membre inférieur et au moins l'usage d'une main, les amputés d'un membre supérieur ayant totalement perdu l'usage d'un membre inférieur, les amputés d'un membre inférieur ayant perdu au moins l'usage d'une main, les amputés d'un membre inférieur au-dessous du niveau de la cuisse ayant totalement perdu l'usage de l'autre membre inférieur lorsqu'ils sont bénéficiaires des allocations aux grands mutilés ; elle est portée à l'indice 600 si ces mêmes invalides ne bénéficient pas desdites allocations. Ces majorations de l'allocation ne se cumulent pas avec l'allocation n° 7.

« Les grands invalides qualifiés de paraplégiques ou d'hémiplégiques ayant droit au bénéfice des dispositions de l'article L. 16 pour des troubles surajoutés siégeant hors des membres mais de même origine que l'atteinte motrice, pourront opter entre les émoluments résultant de l'application dudit article et l'une ou l'autre des majorations de l'allocation n° 8 correspondant aux indices indiqués à l'alinéa ci-dessus. »

II. — Ces dispositions prendront effet du 1^{er} janvier 1963.

Art. 45.

I. — Il est ajouté au Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre un article L. 35 *quater* ainsi conçu :

« Art. L. 35 *quater*. — Une allocation spéciale aux grands invalides, portant le n° 11, est attribuée aux aveugles.

« Le taux de cette allocation est fixé à l'indice de pension 30. Elle est cumulable avec les allocations prévues aux articles L. 31 à L. 33 *bis*, L. 35 *ter*, L. 38 et L. 38 *bis*. »

II. — Cette disposition prendra effet du 1^{er} janvier 1963.

Art. 46.

I. — Le quatrième alinéa de l'article L. 14 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est complété comme suit : « ... sauf dans les cas visés à l'article L. 15 ».

II. — Les dispositions du cinquième alinéa de l'article L. 14 et celles de l'article L. 15 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sont remplacées par les suivantes :

« Art. L. 15. — Par dérogation aux dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 14, doivent s'ajouter arithmétiquement, au pourcentage d'invalidité des infirmités siégeant sur un membre, les troubles indemnisés sous forme de majoration au guide-barème visé par l'article L. 9-1.

« Lorsque les amputations d'un membre ne permettent aucunement le port d'un appareil de prothèse, elles ouvrent droit à une majoration de 5 p. 100 qui, de même, s'ajoute arithmétiquement au pourcentage d'invalidité correspondant à l'amputation. »

III. — Les dispositions ci-dessus prendront effet du 1^{er} janvier 1963.

Art. 47.

I. — Le cinquième alinéa de l'article L. 256 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est remplacé par les dispositions ci-après :

« Les titulaires de la carte âgés de soixante-cinq ans, autres que ceux visés aux alinéas précédents, bénéficient de la retraite au taux de 35 F. »

II. — Cette disposition prendra effet du 1^{er} janvier 1963 et ne sera applicable que jusqu'au 31 décembre 1963.

Art. 48.

I. — Le premier alinéa de l'article L. 105 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est modifié comme suit :

« Les majorations de pensions définitives ou temporaires accordées aux enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans, l'indemnité de soins allouée aux pensionnés à 100 p. 100 pour tuberculose, l'indemnité de ménagement et l'indemnité de reclassement et de ménagement sont incessibles et insaisissables ainsi que l'allocation n° 5 *bis* allouée aux bénéficiaires de l'article L. 18. »

(Le reste sans changement.)

II. — Cette modification prendra effet du 1^{er} janvier 1963.

Art. 48 *bis* (nouveau).

Les dispositions du paragraphe II de l'article 71 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 portant loi de finances pour 1960 ne sont pas applicables aux titulaires de pensions servies au titre du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

B. — AUTRES MESURES

Art. 49.

Les établissements d'enseignement agricole créés en application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960, relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles, peuvent, par décret pris sur le rapport du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques, être érigés en établissements publics nationaux à caractère administratif et être dotés de l'autonomie financière.

Art. 49 *bis* (nouveau).

Lorsque, à la date du 30 septembre 1963, une commission départementale des cumuls en agriculture n'aura pas présenté au Ministre de l'Agriculture des propositions de réglementation telles que prévues à l'article 188-3 du code rural, la commission nationale se substituera à la commission départementale pour la proposition de réglementation concernant la superficie globale maximum visée audit article.

Art. 50.

I. — Les services de contrôle du conditionnement de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, maintenus sous forme de services départementaux par la loi n° 51-349 du 20 mars 1951, sont transformés en service de l'Etat dépendant du Ministère de l'Agriculture.

A cet effet, pourront être intégrés au Ministère de l'Agriculture dans les corps de fonctionnaires dépendant du service de la répression des fraudes, sans que le nombre des agents intégrés puisse excéder 55, des agents en fonctions dans les services départementaux intéressés, à la date du 28 février 1963.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités suivant lesquelles cette intégration sera effectuée ; elle prendra effet au 1^{er} mars 1963.

II. — A compter du 1^{er} mars 1963, le produit de la taxe instituée par l'article 4 de la loi précitée du 20 mars 1951 est versé au budget général. Cette taxe est liquidée et perçue par le Service des douanes comme en matière de douane, les infractions sont constatées et punies, les poursuites sont effectuées et les instances instruites et jugées comme en matière de douane et par les tribunaux compétents en cette matière.

L'assiette et le tarif de cette taxe sont déterminés par arrêté conjoint des Ministres de l'Agriculture, des Finances et des Affaires économiques et du Ministre chargé des Départements d'Outre-Mer, qui détermine également les produits passibles de la taxe.

III. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent article, et notamment l'article 17 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953 et les articles 1^{er}, 3 à 7, 13 à 16 du décret n° 53-927 du 25 septembre 1953, modifié par le décret n° 58-288 du 17 mars 1958.

Art. 50 bis (nouveau).

L'article 1040 du Code rural est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 1040. — Sous réserve des dispositions suivantes, le remboursement des frais de maladie et de maternité est fixé, pour chaque caisse, par son tarif de responsabilité, dans les conditions

prévues par le tarif type établi par la Caisse centrale de secours mutuels agricoles et approuvé par le Ministre de l'Agriculture.

« Les dispositions législatives inscrites dans les articles 259, 262, 264, 265, 286 et 403 à 408 du Code de la Sécurité sociale sont rendues applicables aux bénéficiaires des législations sociales agricoles selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat ».

Art. 50 *ter* (nouveau).

I. — Les trois premiers alinéas du paragraphe I de l'article 1106-8 du Code rural sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Les assurés vivant sur l'exploitation ou l'entreprise et participant à sa mise en valeur bénéficient, lorsque le revenu cadastral retenu au titre de celle-ci pour l'assiette des cotisations d'allocations familiales agricoles est inférieur à 400 F, d'une exonération partielle des cotisations dues de leur chef.

« Un décret pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques fixe le taux de cette exonération suivant l'importance du revenu cadastral. Le taux sera obligatoirement compris entre 11 % et 55 % ».

II. — Le premier alinéa du paragraphe II de l'article 1106-8 du Code rural est modifié comme suit :

« Le bénéfice de l'exonération prévue au présent article est subordonné à la condition que l'intéressé tire ses moyens d'existence de son travail sur l'exploitation ou l'entreprise ».

Art. 50 *quater* (nouveau).

Il est inséré après l'alinéa premier de l'article 686 du Code rural un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Ils sont également destinés à l'acquisition d'exploitations par les fermiers faisant usage de leur droit de préemption, dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe III, troisième alinéa, de la loi n° 62-933 du 8 août 1962. »

Art. 51.

Il est ouvert au compte spécial de commerce « Fonds national d'aménagement du territoire » une section C intitulée « Réserves foncières » destinée à retracer le financement des acquisitions de

terrains dans les zones d'aménagement différé instituées par la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962.

Art. 52.

Les dispositions de l'article 270 du Code de l'urbanisme et de l'habitation sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1964.

Art. 52 *bis* (nouveau).

I. — Sous réserve des dispositions des paragraphes 4° et 7° de l'article 1630 du Code général des impôts, le prélèvement sur les loyers établi par cet article n'est plus applicable, à compter du 1^{er} janvier 1963, aux locaux situés dans les communes visées par les décrets pris en exécution du dernier alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée et dans lesquelles les dispositions de cette loi ont cessé d'être en vigueur.

II. — Les dispositions de l'article 1630-6° du Code général des impôts sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1965.

Toutefois, elles cessent de s'appliquer aux immeubles dont les propriétaires justifient que tous les locaux se trouvent exclus des règles prévues au premier titre de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée, en application de l'article 3 *bis* de ladite loi.

Art. 52 *ter* (nouveau).

Les candidats au baccalauréat de l'enseignement du second degré et à l'examen probatoire de la fin de la classe de première sont assujettis à un droit perçu, au profit du Trésor public, et dont le taux, les modalités de recouvrement et les exonérations sont fixés par arrêté du Ministre de l'Éducation nationale et du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

Sont abrogées toutes dispositions contraires ainsi que l'article 2 de la loi provisoirement applicable du 8 mars 1941.

Cette disposition prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1963.

Art. 53.

I. — Les articles 1^{er}, 16 et 24 *bis* du décret du 29 octobre 1936 modifié sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Art. 1^{er}. — Sauf dispositions statutaires particulières et sous réserve des droits acquis par certains personnels en vertu de textes

législatifs ou réglementaires antérieurs, la réglementation sur les cumuls :

- « — d'emplois ;
- « — de rémunérations d'activité ;
- « — de pensions et de rémunérations ;
- « — et de pensions,

s'applique aux personnels civils, aux personnels militaires, aux agents et ouvriers des collectivités et organismes suivants :

« 1° Administrations de l'Etat, des départements et des communes, des Départements et Territoires d'Outre-Mer, des offices et établissements publics de ces collectivités à caractère administratif ;

« 2° Offices, établissements publics ou entreprises publiques à caractère industriel ou commercial et dont la liste est fixée par décret contresigné par le Ministre des Finances et des Affaires économiques dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat ;

« 3° Organismes publics ou privés dont le budget de fonctionnement est alimenté en permanence et pour plus de 50 % de son montant, soit par des taxes fiscales ou parafiscales, soit par des cotisations rendues obligatoires en vertu d'un texte légal ou réglementaire, soit par des subventions allouées par l'une des collectivités visées aux paragraphes 1° et 2° du présent article. »

« Art 16. — Les personnels admis à la retraite, sur leur demande, au titre d'une des collectivités visées à l'article 1^{er} avant d'avoir atteint la limite d'âge afférente à leur ancien emploi, et qui reprennent une nouvelle activité dans l'une desdites collectivités, ne peuvent bénéficier de leur pension avant d'avoir atteint l'âge correspondant à cette limite d'âge.

« Les dispositions de l'alinéa qui précède ne s'appliquent pas :

« 1° Aux titulaires de pensions civiles et militaires ou d'une solde de réforme allouées pour invalidité ;

« 2° Aux titulaires de pensions proportionnelles de sous-officier même dans le cas où ces dernières se trouveraient modifiées à la suite de services nouveaux effectués pendant un rappel à l'activité donnant lieu à promotion de grade ;

« 3° Aux agents dont la nouvelle rémunération annuelle d'activité n'excède pas le quart du montant de la pension, ni le montant du traitement afférent à l'indice 100 fixé par l'article 1^{er} du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 et les textes subséquents. »

« Art. 24 bis. — En aucun cas, le temps décompté dans la liquidation d'une pension acquise au titre de l'un des régimes de retraites des collectivités visées à l'article 1^{er} ne peut intervenir dans la liquidation d'une autre pension rémunérant des services accomplis auprès de ces collectivités.

« Le cumul de deux ou plusieurs pensions acquises au titre de services rendus dans des emplois successifs est autorisé. »

II. — Les articles 17, 24, 24 *ter*, 2^e alinéa, 24 *quater* et 24 *quinquies* du décret du 29 octobre 1936 modifié et l'article 3 du décret n° 55-957 du 11 juillet 1955 sont abrogés.

III. — Les personnels auxquels s'applique la réglementation sur les cumuls dans un délai de six mois à compter de la date de publication de la présente loi conserveront, s'ils en font la demande dans un délai d'un an à compter de cette date, le bénéfice du régime antérieur.

Art. 54.

Les fonctionnaires du corps des experts économiques d'Etat en fonctions au 31 décembre 1962 seront intégrés au Ministère des Finances et des Affaires économiques, dans le corps des commissaires aux prix.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités suivant lesquelles sera effectuée cette intégration qui prendra effet du 1^{er} janvier 1963.

Art. 55.

I. — Dans les cas prévus au II ci-dessous, les entreprises titulaires de marchés conclus avec les services de l'Etat, les établissements publics et les entreprises visées par l'article 164 (I, a) de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 et figurant sur une liste fixée par arrêté du Premier Ministre pris sur proposition du Ministre des Finances et des Affaires économiques, après avis de la commission centrale des marchés, fournissent au service contractant, si celui-ci en fait la demande, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations qui font l'objet du marché. Lesdites entreprises ont l'obligation de permettre et de faciliter la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude de ces renseignements par les agents de l'Administration.

II. — Les obligations prévues au I ci-dessus sont applicables aux marchés ou commandes de travaux, fournitures ou études pour lesquels la spécialité des techniques, le petit nombre d'entreprises compétentes, des motifs de secret ou des raisons d'urgence impérieuse ne permettent pas de faire appel à la concurrence ou de la faire jouer efficacement.

III. — Les entreprises soumises aux dispositions de la présente loi pourront être assujetties à présenter leurs bilans, comptes de pertes et profits et comptes d'exploitation, ainsi que leur comptabilité analytique d'exploitation ou, à défaut de celle-ci, tous documents de nature à permettre l'établissement des prix de revient, sous des formes déterminées, par nature d'entreprise, par arrêtés du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre chargé du secteur économique intéressé. Ces arrêtés pourront également déterminer les règles à suivre pour la tenue de comptabilités spéciales à chaque marché.

IV. — Un décret en Conseil d'Etat pris sur proposition du Ministre des Finances et des Affaires économiques après avis de la commission centrale des marchés, fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 55 bis (nouveau).

I. — Les sept derniers alinéas de l'article 1^{er} de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949, modifié en dernier lieu par l'article 1^{er} de la loi n° 59-1484 du 28 décembre 1959, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le montant de la majoration est égal :

« — à 1.815 % de la rente originaire pour celles qui ont pris naissance avant le 1^{er} août 1914 ;

« — à 952,8 % pour celles qui ont pris naissance entre le 1^{er} août 1914 et le 1^{er} septembre 1940 ;

« — à 635,2 % pour celles qui ont pris naissance entre le 1^{er} septembre 1940 et le 1^{er} septembre 1944 ;

« — à 317,6 % pour celles qui ont pris naissance entre le 1^{er} septembre 1944 et le 1^{er} janvier 1946 ;

« — à 127 % pour celles qui ont pris naissance entre le 1^{er} janvier 1946 et le 1^{er} janvier 1949 ;

« — à 55 % pour celles qui ont pris naissance entre le 1^{er} janvier 1949 et le 1^{er} janvier 1952. »

II. — Les taux de majoration fixés au paragraphe I ci-dessus sont applicables aux rentes viagères visées par le titre I^{er} de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948, par la loi n° 48-957 du 9 juin 1948, par les titres I^{er} et II de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949, et par la loi n° 51-695 du 24 mai 1951.

III. — Les dispositions de la loi du 25 mars 1949 modifiée sont applicables aux rentes perpétuelles constituées entre particuliers antérieurement au 1^{er} janvier 1952.

Le capital correspondant à la rente en perpétuel, dont le rachat aura été demandé postérieurement au 30 novembre 1962, sera calculé, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires, en tenant compte de la majoration dont cette rente a bénéficié ou aurait dû bénéficier en vertu de la présente loi.

IV. — Le capital de rachat, visé à l'article 9 de la loi n° 51-695 du 25 mai 1951, sera majoré selon les taux prévus par la présente loi lorsque le rachat aura été demandé postérieurement au 30 novembre 1962.

V. — Les actions ouvertes par les lois du 25 mars 1949, du 22 juillet 1952, du 11 juillet 1957 et du 29 décembre 1959, et qui devaient être formées dans l'année de leur promulgation, pourront être intentées pendant un délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi.

VI. — Les dispositions du présent article prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1963.

Art. 55 *ter* (nouveau).

Il est ajouté, entre les articles 2 et 3 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, un article 2 *bis* ainsi conçu :

« Art. 2 bis. — Le crédentier peut obtenir du tribunal, à défaut d'accord amiable, une majoration supérieure à la majoration forfaitaire de plein droit prévue à l'article premier, s'il apporte la preuve que le bien reçu en contrepartie ou à charge du service de la rente a acquis entre les mains du débirentier, par comparaison avec la valeur de ce bien lors de la constitution de la rente ou lors du décès du testateur, telle que cette valeur résulte du prix ou de l'estimation indiqué dans l'acte ou la déclaration de succession, un coefficient de plus-value, résultant des circonstances économiques nouvelles, supérieur au coefficient de la majoration forfaitaire.

« Le taux de la majoration judiciaire ne pourra excéder 75 % du coefficient de la plus-value acquise par le bien. Il pourra être inférieur à ce pourcentage, sans pouvoir toutefois être plus faible que le forfait légal. Pour la fixation du taux de la majoration, le tribunal devra tenir compte des intérêts en présence, et notamment des intérêts sociaux et familiaux.

« La demande devra être introduite dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi et ne pourra être renouvelée.

« Les dispositions des alinéas 2 à 6 de l'article 2 sont applicables dans l'hypothèse prévue au présent article. »

Art. 55 *quater* (nouveau).

I. — Les taux des majorations prévues aux articles 8, 9, 11 et 12 de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948, modifiés en dernier lieu par l'article 71 de la loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960, sont remplacés à partir du 1^{er} janvier 1963 par les taux suivants :

— Article 8 : 349, 390 %.

— Article 9 : 25, 45 fois.

— Article 11 : 412, 915 %.

— Article 12 : 349, 390 %.

II. — A partir de la même date, l'article 14 de la loi susvisée du 4 mai 1948, modifié en dernier lieu par l'article 71 de la loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960, est à nouveau modifié comme suit :

« Art. 14. — Le montant des majorations prévues aux articles 8, 9 et 11 ci-dessus ne pourra excéder 580 F pour un même titulaire de rentes viagères.

« En aucun cas, le montant des majorations, ajouté à l'ensemble des rentes servies pour le compte de l'Etat par la caisse des dépôts et consignations au profit d'un même rentier viager, ne pourra former un total supérieur à 3.450 F. »

Art. 55 *quinquies* (nouveau).

Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de règlement avec les Gouvernements étrangers intitulé « Application de l'accord franco-allemand du 27 juillet 1961 », géré par le Ministre des Finances et des Affaires économiques et destiné

à retracer les opérations relatives à l'encaissement et à la répartition de l'indemnité versée par la République fédérale d'Allemagne en vertu des dispositions de l'accord franco-allemand du 27 juillet 1961.

Art. 55 *sexies* (nouveau).

Est autorisée l'imputation au compte d'affectation spéciale : « Modernisation du réseau des débits de tabacs » des recettes et des dépenses du régime d'allocations viagères aux gérants de débits de tabacs qui sera institué par décret.

Ces opérations seront retracées à une section particulière du compte d'affectation spéciale visé à l'alinéa précédent et qui s'intitulera désormais « Modernisation du réseau des débits de tabacs et allocations viagères aux débitants ».

Art. 55 *septies* (nouveau).

I. — Quel que soit le lieu où ils exercent leurs fonctions, les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables du recouvrement des recettes, du paiement des dépenses, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics nationaux ou locaux, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives des opérations et documents de comptabilité ainsi que de la tenue de la comptabilité du poste comptable qu'ils dirigent.

Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'assurer en matière de recettes, de dépenses et de patrimoine dans les conditions prévues par le règlement général sur la Comptabilité publique.

Hors le cas de mauvaise foi, les comptables publics ne sont pas personnellement et pécuniairement responsables des erreurs commises dans l'assiette et la liquidation des droits qu'ils recouvrent.

Les comptables publics ne sont pas personnellement et pécuniairement responsables des opérations qu'ils ont effectuées sur réquisition régulière des ordonnateurs.

II. — Avant d'être installés dans leur poste, les comptables publics sont tenus de constituer des garanties.

III. — La responsabilité pécuniaire des comptables publics s'étend à toutes les opérations du poste comptable qu'ils dirigent depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions.

Cette responsabilité s'étend aux opérations des comptables publics placés sous leur autorité et à celles des régisseurs et, dans la limite des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer, aux opérations des comptables publics et des correspondants centralisées dans leur comptabilité ainsi qu'aux actes des comptables de fait, s'ils ont eu connaissance de ces actes et ne les ont pas signalés à leurs supérieurs hiérarchiques.

Elle ne peut être mise en jeu à raison de la gestion de leurs prédécesseurs que pour les opérations prises en charge sans réserve lors de la remise de service ou qui n'auraient pas été contestées par le comptable entrant, dans un délai fixé par l'un des décrets prévus au paragraphe XII ci-après.

IV. — La responsabilité pécuniaire prévue ci-dessus se trouve engagée dès lors qu'un déficit ou un manquant en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une recette n'a pas été recouvrée, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par la faute du comptable public, l'organisme public a dû procéder à l'indemnisation d'un autre organisme public ou d'un tiers.

V. — La responsabilité pécuniaire d'un comptable public ne peut être mise en jeu que par le ministre dont il relève, le Ministre des Finances ou le juge des comptes.

VI. — Le comptable public dont la responsabilité pécuniaire est engagée ou mise en jeu a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels une somme égale, soit au montant de la perte de recette subie, de la dépense payée à tort ou de l'indemnité mise, de son fait, à la charge de l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où il en tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant.

Toutefois, le comptable public peut obtenir le sursis de versement de la somme fixée à l'alinéa précédent.

VII. — Le comptable public dont la responsabilité pécuniaire est engagée ou mise en jeu et qui n'a pas versé la somme prévue à l'article précédent peut être constitué en débet soit par l'émission à son encontre d'un titre ayant force exécutoire, soit par arrêt du juge des comptes.

VIII. — Les débits portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte.

IX. — Dans les conditions fixées par l'un des décrets prévus au paragraphe XII ci-après, les comptables publics dont la responsabilité a été engagée ou est mise en jeu peuvent, en cas de force majeure, obtenir décharge totale ou partielle de leur responsabilité.

Dans les conditions prévues par ce même décret, les comptables publics peuvent obtenir la remise gracieuse des sommes laissées à leur charge.

En cas de décharge ou de remise gracieuse les débits comptables sont couverts par l'organisme intéressé. Toutefois, ils peuvent être couverts par l'Etat dans les conditions fixées par l'un des décrets prévus au paragraphe XII ci-après.

X. — Les régisseurs chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement et de paiement, sont soumis aux règles, obligations et responsabilité des comptables publics dans les conditions et limites fixées par l'un des décrets prévus au paragraphe XII ci-après.

Il en est de même des agents chargés de tenir les comptabilités spéciales de matières, valeurs et titres.

XI. — Toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public doté d'un poste comptable ou dépendant d'un tel poste doit, nonobstant les poursuites qui pourraient être engagées devant les juridictions répressives, rendre compte au juge financier de l'emploi des fonds ou valeurs qu'elle a irrégulièrement détenus ou maniés.

Il en est de même pour toute personne qui reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public et pour toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public, procède à des opérations portant sur des fonds ou valeurs n'appartenant pas aux organismes publics, mais que les comptables publics sont exclusivement chargés d'exécuter en vertu de la réglementation en vigueur.

Les gestions irrégulières entraînent, pour leurs auteurs, déclarés comptables de fait par la Cour des comptes, les mêmes obligations et responsabilités que les gestions patentes pour les comptables

publics. Néanmoins, le juge des comptes peut, hors le cas de mauvaise foi ou d'infidélité du comptable de fait, suppléer par des considérations d'équité à l'insuffisance des justifications produites.

Les comptables de fait pourront, dans le cas où ils n'ont pas fait l'objet des poursuites au titre du délit prévu et réprimé par l'article 258 du Code pénal, être condamnés aux amendes prévues par la loi.

XII. — Les modalités d'application du présent article sont fixées soit par le décret portant règlement général sur la comptabilité publique, soit par décrets contresignés par le Ministre des Finances.

XIII. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent article, et notamment les textes mentionnés à l'état I annexé à la présente loi.

Art. 56

I. — L'article 25 de la loi de finances du 8 août 1885 et l'article 61, 4°, de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux sont abrogés.

II. — Les dépenses de construction ou de reconstruction des locaux et les dépenses de fonctionnement des services départementaux de l'Education nationale sont à la charge de l'Etat.

Les services précités sont logés dans des bâtiments appartenant, soit à l'Etat, soit, moyennant le versement d'un loyer, au département.

Sont abrogés, en ce qu'ils sont contraires au présent article, l'article 10 de la loi du 14 juin 1854 sur l'administration de l'instruction publique et l'article 3 (4° et 5°) de la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service, complété et modifié notamment par l'article 67 de la loi du 31 décembre 1941.

III. — Est abrogé l'article 1^{er} du décret n° 46-2697 du 26 novembre 1946 portant organisation financière du contrôle médical dans les établissements d'enseignement du premier degré et mentionné à l'article 3 de la loi n° 55-1565 du 28 novembre 1955.

Art. 56 *bis* (nouveau).

Sont abrogés les deux derniers alinéas de l'article 14 de la loi n° 55-6 du 5 janvier 1955. Le produit de tous impôts, contributions et taxes de toute nature déjà versés par le concessionnaire est réparti entre les collectivités conformément aux prescriptions des premiers alinéas dudit article 14.

Art. 57.

Le produit des aliénations et des cessions des établissements pénitentiaires désaffectés pourra donner lieu à rattachement au budget de la Justice selon la procédure des fonds de concours.

Les sommes ainsi rattachées seront affectées au financement des opérations immobilières rendues nécessaires par la reconstruction de maisons d'arrêt transférées ou regroupées en dehors des centres urbains.

La liste des opérations à réaliser sur le produit des fonds de concours sera arrêtée chaque année après avis d'une commission interministérielle dont la composition sera fixée par arrêté.

Art. 57 *bis* (nouveau).

Le Code de la Sécurité sociale est complété par l'article L. 351-1 rédigé comme suit :

« Art. L. 351-1. — Lorsque l'assuré décède avant soixante ans, le conjoint à charge, qui satisfait aux conditions énumérées au premier alinéa de l'article L. 351, a droit à une pension égale à la moitié de la pension de vieillesse prévue aux articles L. 332 et L. 335 pour les salariés qui réunissent la même durée d'assurance que le *de cuius* au jour de son décès, sans que cette pension soit inférieure au minimum prévu pour les pensions visées à l'article L. 351.

« Cette pension est majorée, le cas échéant, de 10 % si le bénéficiaire satisfait aux conditions requises par l'article L. 338. »

Art. 57 *ter* (nouveau).

Les infractions aux obligations imposées par l'article 6 du décret du 27 février 1940 aux commerçants, constructeurs et importateurs en matériel radio-électrique, à l'égard de la Radiodiffusion-Télé-

vision française, sont passibles d'une amende de 100 F à 15.000 F, assimilée à une amende fiscale.

Elles sont constatées au moyen de procès-verbaux dressés par les agents assermentés de la Radiodiffusion-Télévision française et poursuivies devant les tribunaux judiciaires sur la plainte de la Radiodiffusion-Télévision française.

Toutefois, les infractions peuvent faire l'objet de transactions.

Les transactions exécutées et approuvées par la Radiodiffusion-Télévision française ne sont pas susceptibles de recours.

Les amendes et transactions acquittées en application du présent article sont encaissées au profit du budget autonome de la Radiodiffusion-Télévision française.

Art. 57 *quater* (nouveau).

Les dispositions de l'article 68 de la loi de finances pour 1962 n° 61-1396 du 21 décembre 1961 sont reconduites jusqu'au 31 décembre 1963.

Art. 57 *quinquies* (nouveau).

Est autorisée au Ministère des Travaux publics (Institut géographique national), l'intégration des fonctionnaires du corps des secrétaires administratifs de l'Institut géographique national dans le corps des agents supérieurs.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités suivant lesquelles devra être effectuée cette intégration qui prendra effet du 1^{er} février 1962.

Art. 57 *sexies* (nouveau).

Peuvent être intégrés dans le corps des agents supérieurs du Ministère des Travaux publics et des Transports, les chefs et sous-chefs de bureau du Commissariat général au Tourisme dont le statut a été fixé par le règlement d'administration publique n° 52-876 du 22 juillet 1952.

Des décrets en Conseil d'Etat fixeront, d'une part, les modalités suivant lesquelles pourra être effectuée cette intégration qui prendra effet au 1^{er} janvier 1962 et, d'autre part, les transformations d'emplois correspondantes dans les conditions prévues par l'article 1^{er} (5^e alinéa) de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959.

Art. 57 *septies* (nouveau).

I. — Les dates d'effet des décrets n° 62-277 du 14 mars 1962 relatif au statut particulier des administrateurs civils, n° 62-278 du 14 mars 1962 relatif aux effectifs des divers corps d'administrateurs civils et aux effectifs de la hors-classe, n° 62-945 du 9 août 1962 relatif à certaines dispositions statutaires applicables aux agents supérieurs des administrations centrales de l'Etat et n° 62-1004 du 24 août 1962 relatif au statut particulier des attachés d'administration centrale sont fixées au 1^{er} janvier 1961.

II. — a) Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 est ainsi modifié :

« Il ne s'applique ni aux personnels des Assemblées parlementaires ni aux magistrats... (*Le reste sans changement.*) ».

b) Le troisième alinéa de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires est modifié comme suit :

« Les agents titulaires des services des Assemblées parlementaires sont des fonctionnaires de l'Etat dont le statut et le régime de retraite sont déterminés par le Bureau de l'Assemblée intéressée. La juridiction administrative est appelée à connaître de tous litiges d'ordre individuel qui les concernent. »

II. — **Mesures d'ordre fiscal.**

Art. 58.

I. — Les rentes viagères constituées à titre onéreux ne sont considérées comme un revenu, pour l'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par le crédientier, que pour une fraction de leur montant. Cette fraction est déterminée d'après l'âge du crédientier lors de l'entrée en jouissance de la rente et elle est fixée :

- à 70 % si l'intéressé est âgé de moins de 50 ans ;
- à 50 % s'il est âgé de 50 à 59 ans inclus ;
- à 40 % s'il est âgé de 60 à 69 ans inclus ;
- à 30 % s'il est âgé de plus de 69 ans.

Toutefois cette fraction est portée à 80 % quel que soit l'âge du crédientier, pour la partie du montant brut annuel des rentes

viagères qui excède un plafond fixé par arrêté du Ministre des Finances.

II. — Nonobstant toutes dispositions contraires, la fraction des rentes viagères définie ci-dessus est imposée dans les mêmes conditions que les revenus énumérés à l'article 124 du Code général des impôts. Les dispositions de l'article 158-5° de ce code ne lui sont pas applicables.

III. — Les dispositions du présent article s'appliqueront pour la première fois pour l'imposition des revenus de l'année 1962.

Art. 59.

I. — Pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la femme seule dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 8.000 F peut considérer comme étant à sa charge son ascendant, ainsi que son frère ou sa sœur gravement invalide, lorsqu'ils habitent exclusivement sous son toit et que les revenus imposables de chaque personne ainsi considérée à charge n'excèdent pas 2.000 F par an.

II. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

III. — Les dispositions du présent article s'appliqueront, pour la première fois, pour l'imposition des revenus de l'année 1962.

Art. 60.

Les dégrèvements et exonération visés aux articles 1398 *bis*, 1435 et 1603-3 du Code général des impôts, ne peuvent être accordés qu'au redevable dont le revenu net global de l'année précédente, déterminé dans les conditions prévues par les articles 156 et suivants dudit Code, n'excède pas 3.100 F pour une part de revenu, 4.300 F pour 1,5 part, et ainsi de suite en augmentant cette limite de 1.200 F par demi-part supplémentaire.

Lorsque les intéressés ont disposé de revenus ou bénéfices professionnels, l'octroi des exonérations et dégrèvements prévus ci-dessus est subordonné, en outre, à la condition que ces revenus ou bénéfices n'aient pas dépassé, pour la même année, 1.400 F par part entière de revenu.

Ne sont pas considérés comme des revenus ou bénéfices professionnels au sens de l'alinéa qui précède :

1° Les traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;

2° Les bénéfices non commerciaux, autres que les revenus des charges et offices, qui proviennent de sommes donnant lieu à une déclaration obligatoire en vertu des articles 240, 241 et 1994 du Code général des impôts ;

3° Les revenus fonciers ;

4° Les revenus des capitaux mobiliers.

Ces dispositions se substituent à la condition de non-imposition aux anciennes taxes proportionnelles et surtaxe progressive prévues aux articles 1398 *bis*, 1435 et 1603-3 du Code général des impôts.

Art. 61.

Sont exonérées des taxes sur le chiffre d'affaires :

1° Les opérations bancaires afférentes au financement d'exportations ou d'affaires faites hors de France, dont la liste est fixée par arrêté du Ministre des Finances et des Affaires Economiques ;

2° Les études et démarches ayant pour objet, à la demande de clients établis à l'étranger, d'organiser des moyens de financement pour l'achat de produits destinés à l'exportation.

Art. 62.

L'article 22 de la loi n° 61-1393 du 20 décembre 1961 est abrogé à compter de la date d'application de la taxe visée à la ligne 131 *quater* de l'état A annexé à la loi de finances pour 1963 (1^{re} partie. — Conditions générales de l'équilibre financier).

Art. 63.

Le paragraphe 1 de l'article 39 *bis* du code général des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

1° « Dans les entreprises exploitant soit un journal, soit une revue mensuelle ou bi-mensuelle consacrée pour une large part à l'information politique, les provisions constituées au moyen des bénéfices réalisés au cours des exercices 1951 à 1964, en vue d'acquérir des matériels... (*Le reste sans changement.*) ».

Art. 64.

I. — Le produit des centimes votés par les Conseils municipaux au titre de la taxe de voirie est versé intégralement aux communes.

Les prélèvements pour frais d'assiette, de recouvrement et non-valeurs effectués au profit de l'Etat en application de l'article 1649 C du Code général des impôts sont ajoutés d'office au montant des impositions visées à l'alinéa précédent.

II. — Les dispositions du présent article s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 1963.

Art. 65.

L'article 588 du Code général des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 588. — L'importation des poudres à feu est interdite ; toutefois, le Ministre des Armées peut autoriser l'admission en France des poudres de chasse et des poudres de mine.

« Dans ce cas, l'importation des poudres de chasse donne lieu au paiement d'un droit égal à la différence entre le prix de vente à l'intérieur, départ poudrerie, de la poudre de chasse similaire fabriquée par le service des poudres et le prix d'achat de cette même poudre audit service par la Direction générale des impôts (contributions indirectes) ; les poudres de mines importées sont frappées du droit gradué d'après la puissance de l'explosif applicable aux dynamites de même coefficient d'utilisation pratique. »

Art. 66 (nouveau).

Les dispositions de l'article 7-III-3°, 4° et 5° alinéa de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, prennent effet à compter du 8 août 1962.

Les perceptions effectuées avant la date d'intervention des arrêtés ministériels visés à l'article 188-4 du Code rural seront révisées et les droits d'enregistrement et de timbre perçus en trop restitués sur demande des parties déposée dans les limites de la prescription visée à l'article 1984 du Code général des impôts.

Art. 67 (nouveau).

Les commissions payées à des courtiers établis à l'étranger pour l'apport de traités de réassurances à des réassureurs possédant leur établissement en France sont exonérées des taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 68 (nouveau).

Il est ajouté à l'article 120 du Code général des impôts un paragraphe 11° supplémentaire ainsi conçu :

« 11° Les produits des fonds de placement ou d'investissement constitués à l'étranger, quelle que soit la nature ou l'origine des produits distribués. »

Art. 69 (nouveau).

La délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports effectuée conformément aux prévisions du décret n° 62-1109 du 22 septembre 1962 est dispensée des droits établis par les articles 952 et 966, paragraphe 1^{er}, du Code général des impôts.

Art. 70 (nouveau).

I. — Les tarifs d'imposition de 6 %, 12 % et 16 % prévus à l'article 1560 du Code général des impôts en ce qui concerne les exploitations cinématographiques et séances de télévision sont fixés respectivement à 4 %, 10 % et 14 %.

Les dispositions prises par l'alinéa précédent ne seront applicables que pour l'année 1963.

II. — La perception du timbre des quittances est suspendue pour les billets d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques et dans les théâtres, tels que ces derniers sont définis pour l'application des tarifs de l'impôt sur les spectacles, lorsque leur prix n'excède pas 4 F. Elle est limitée à 0,10 F pour les mêmes billets lorsque leur prix est supérieur à 4 F et n'excède pas 10 F.

Art. 71 (nouveau).

A compter de la date d'ouverture du marché d'intérêt national créé dans la région parisienne par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962 et par dérogation aux dispositions des paragraphes I et V de

l'article 1577 du Code général des impôts, le produit, correspondant aux taux de 2,10 % et 5,40 % de la taxe locale perçue sur les affaires réalisées dans les limites de ce marché et de la zone qui lui est rattachée par décret en Conseil d'Etat, est versé à un fonds spécial pour être réparti par un comité entre les communes figurant sur une liste fixée par décret contresigné par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances et des Affaires économiques. Ce décret fixera en outre la composition, les attributions et les règles de fonctionnement dudit comité.

Art. 72 (nouveau).

I. — Les dispositions du paragraphe 1 et du premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 1603 du Code général des impôts sont modifiées comme suit :

« 1. — Il est pourvu aux dépenses ordinaires des Chambres de métiers au moyen d'une taxe annuelle de 8 F acquittée par les chefs d'entreprises individuelles ou par des sociétés soumis à l'obligation de s'inscrire au répertoire des métiers conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 1962 et des textes qui en règlent l'application.

« 2. — En cas d'insuffisance du produit de la taxe, les Chambres de métiers peuvent voter des décimes additionnels dans la limite de 30 au maximum. »

II. — Les dispositions du présent article prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1963.

Art. 73 (nouveau).

Dans le département de la Réunion, le taux du droit de consommation applicable aux rhums et tafias livrés à la consommation locale est fixé à 250 F par hectolitre d'alcool pur.

Art. 74 (nouveau).

Dans la rédaction des articles 238 *quinquies* et 673-3° du Code général des impôts les dates du 31 décembre 1965 et 1^{er} janvier 1966 sont respectivement substituées à celles du 31 décembre 1963 et du 1^{er} janvier 1964.

Art. 75 (nouveau).

I. — Le délai dans lequel les entreprises doivent ou peuvent procéder à la revision de leurs bilans dans les conditions prévues à l'article 45 du Code général des impôts est prorogé jusqu'au 31 décembre 1963.

II. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe *b* de l'article 46 du Code précité, la nouvelle valeur des titres en portefeuille, déterminée dans les conditions définies à ce paragraphe, ne pourra, en aucun cas, être supérieure à leur valeur réelle à la date du bilan révisé, en ce qui concerne les réévaluations effectuées postérieurement au 31 décembre 1962.

Art. 76 (nouveau).

Le deuxième alinéa de l'article 467 du Code général des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

« Toutefois, le tarif de la taxe unique visée aux articles 442 *quater* et 442 *quinquies* du présent Code est réduit à 3 F par hectolitre de cidre pour les fruits à cidre achetés par les simples particuliers en vue de la fabrication de cidres destinés à leur consommation familiale, dans la mesure où le lieu de récolte de ces fruits et le domicile des particuliers sont situés à l'intérieur d'un périmètre constitué par l'arrondissement de récolte et les cantons limitrophes de cet arrondissement. »

ÉTATS ANNEXÉS

ETAT B

(Article 13.)

Répartition par titre et par Ministère des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils.
(Mesures nouvelles.)

MINISTERES OU SERVICES	TITRE 1 ^{er}	TITRE II	TITRE III	TITRE IV	TOTAUX
			(En francs.)		
Affaires algériennes	»	»	— 497.172.512	+ 1.078.849.636	+ 581.677.124
Affaires culturelles.....	»	»	+ 7.768.644	+ 5.526.200	+ 13.294.844
Affaires étrangères	»	»	— 16.840.313	+ 106.499.157	+ 89.658.844
Agriculture	»	»	+ 41.579.900	— 328.716.186	— 287.136.286
Anciens combattants et victimes de	»	»	+ 1.859.177	+ 67.624.000	+ 69.483.177
Construction	»	»	— 3.786.300	— 2.350.000	— 6.136.300
Coopération	»	»	+ 17.156.505	+ 70.000.000	+ 87.156.505
Départements d'outre-mer	»	»	— 8.704.490	+ 4.518.000	— 4.186.490
Territoires d'outre-mer.....	»	»	+ 2.131.112	+ 2.814.300	+ 4.945.412
Education nationale.....	»	»	+ 379.171.290	+ 80.801.068	+ 459.972.358
Finances et affaires économiques :					
I. — Charges communes	— 50.115.575	+ 3.096.657	+ 2.690.905.000	+ 344.394.332	+ 2.988.280.414
II. — Services financiers	»	»	+ 61.114.381	+ 6.860.000	+ 67.974.381
Industrie	»	»	+ 4.243.167	+ 165.861.000	+ 170.104.167
Intérieur	»	»	+ 58.912.031	+ 10.700.000	+ 69.612.031
Justice	»	»	— 195.326	+ 333.000	+ 137.674

ETAT B. (Suite et fin.)

*Répartition, par titre et par Ministère, des crédits applicables aux dépenses ordinaires
des services civils. (Mesures nouvelles.) (Suite et fin.)*

MINISTERES OU SERVICES	TITRE I ^{er}	TITRE II	TITRE III	TITRE IV	TOTAUX
	(En francs.)				
Services du Premier ministre :					
Section I. — Services généraux	»	»	+ 15.318.665	— 30.609.343	— 15.290.678
Section II. — Information	»	»	+ 42.370	+ 5.652.048	+ 5.694.418
Section III. — Journaux officiels ...	»	»	+ 1.021.000	»	+ 1.021.000
Section IV. — Secrétariat général de la défense nationale.	»	»	— 19.420.720	»	— 19.420.720
Section V. — Service de documenta- tion extérieure et de contre-espionnage ...	»	»	— 569.307	»	— 569.307
Section VI. — Groupement des con- trôles radio-électri- ques	»	»	— 573.061	»	— 573.061
Section VII. — Conseil économique et social	»	»	— 81.738	»	— 81.738
Commissariat général du plan d'équipe- ment et de la productivité.....	»	»	+ 761.398	+ 390.000	+ 1.151.398
Rapatriés	»	»	+ 31.521.328	+ 732.225.000	+ 766.746.328
Sahara	»	»	— 129.048.774	— 14.913.750	— 143.962.524
Santé publique et population.....	»	»	+ 9.339.416	+ 21.535.250	+ 30.874.666
Travail	»	»	+ 2.060.040	+ 7.451.815	+ 9.511.855
Travaux publics et transports :					
I. — Travaux publics et transports.	»	»	+ 18.960.629	+ 309.126.899	+ 328.087.528
II. — Aviation civile	»	»	— 7.374.119	+ 29.117.239	+ 21.743.120
III. — Marine marchande	»	»	+ 1.680.631	+ 46.088.860	+ 47.769.491
Totaux pour l'état B.....	— 50.115.575	+ 3.096.657	+ 2.664.780.054	+ 2.719.778.525	+ 5.337.539.661

ETAT C

(Article 14.)

**Répartition, par titre et par Ministère, des autorisations de programme
et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils.**

(Mesures nouvelles.)

(En francs.)

TITRES ET MINISTERES	AUTORISATIONS de programme.	CREDITS de paiement.
	Francs.	Francs.
TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT		
Affaires algériennes.....	10.000.000	2.000.000
Affaires culturelles.....	144.750.000	24.250.000
Affaires étrangères.....	53.994.000	12.100.000
Agriculture	257.870.000	68.580.000
Construction	20.000.000	7.050.000
Coopération	6.000.000	3.000.000
Education nationale.....	1.453.090.000	375.070.000
Finances et affaires économiques:		
I. — Charges communes.....	391.660.000	331.660.000
II. — Services financiers.....	87.670.000	23.640.000
Industrie	14.500.000	4.400.000
Intérieur	28.500.000	2.250.000
Justice	85.350.000	18.540.000
Services du Premier ministre:		
I. — Services généraux.....	100.050.000	40.450.000
III. — Journaux officiels.....	500.000	300.000
IV. — Secrétariat général de la défense nationale	1.190.000	830.000
V. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.....	400.000	250.000
VI. — Groupement des contrôles radio-élec- triques	1.600.000	600.000
Santé publique et population.....	13.335.000	3.550.000
Travail	2.000.000	»
Travaux publics et transports:		
I. — Travaux publics et transports.....	473.500.000	190.300.000
II. — Aviation civile	310.870.000	136.360.000
III. — Marine marchande.....	11.197.000	4.000.000
Totaux pour le titre V.....	3.468.026.000	1.249.180.000

ETAT C. (Suite et fin.)

Répartition, par titre et par Ministère, des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils. (Mesures nouvelles.) (suite et fin).

TITRES ET MINISTÈRES	AUTORISATIONS	CREDITS
	de programme.	de paiement.
	Francs.	Francs.
TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT		
Affaires algériennes.....	1.000.000	1.000.000
Affaires culturelles.....	23.425.000	1.100.000
Affaires étrangères.....	22.010.000	11.000.000
Agriculture	929.330.000	244.130.000
Construction	2.342.500.000	20.400.000
Coopération	466.000.000	209.000.000
Départements d'outre-mer.....	119.000.000	68.100.000
Territoires d'outre-mer.....	40.000.000	28.350.000
Education nationale.....	1.194.210.000	154.390.000
Finances et affaires économiques:		
I. — Charges communes.....	268.000.000	39.000.000
Industrie	97.200.000	65.000.000
Intérieur	226.200.000	24.470.000
Services du Premier ministre:		
I. — Services généraux.....	1.672.500.000	800.350.000
Rapatriés	31.000.000	26.000.000
Santé publique et population.....	262.215.000	26.000.000
Travail	30.100.000	19.200.000
Travaux publics et transports:		
I. — Travaux publics et transports.....	50.100.000	36.000.000
II. — Aviation civile.....	34.130.000	19.730.000
III. — Marine marchande.....	301.013.000	169.965.000
Totaux pour le titre VI.....	<u>8.109.933.000</u>	<u>1.963.185.000</u>
TITRE VII. — RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE		
Construction	435.083.000	29.134.000
Totaux pour le titre VII.....	435.083.000	29.134.000

ETAT D

(Article 17.)

**Tableau par chapitre des autorisations d'engagement accordées
par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1964.**

NUMEROS des chapitres.	SERVICES	TITRE III
		Francs.
	Agriculture.	
34-26	Service des haras. — Matériel.....	4.094.000
	Industrie.	
37-61	Frais de fonctionnement supportés provisoirement par la France au titre de l'infrastructure pétrolière interalliée.	6.000.000
	Travaux publics et transports.	
	I. — <i>Travaux publics et transports.</i>	
35-21	Routes et ponts. — Entretien et réparations.....	10.000.000
	Armées.	
	<i>Section commune. — Services d'outre-mer.</i>	
32-43	Habillement. — Campement. — Couchage. — Ameublement	5.000.000
34-41	Carburants	4.000.000
34-52	Fonctionnement du service de l'armement.....	1.000.000
34-53	Fonctionnement du service automobile.....	3.000.000
34-54	Fonctionnement du service des transmissions.....	1.500.000
35-61	Entretien du domaine militaire. — Loyers. — Travaux du génie en campagne.....	4.000.000
	Total pour la section commune. — Services d'outre-mer	18.500.000
	<i>Section Marine.</i>	
34-42	Approvisionnements de la marine.....	7.000.000
34-71	Entretien des bâtiments de la flotte et des matériels militaires et dépenses de fonctionnement des constructions et armes navales.....	63.000.000
34-93	Entretien et renouvellement des matériels automobiles (service général, commissariat et travaux maritimes) et des matériels roulants et spécialisés de l'aéronautique navale	2.600.000
	Total pour la section Marine.....	72.600.000
	Total pour l'état D.....	111.194.000

ETAT F

(Article 30.)

Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
	Tous les services.		Service des poudres.
	Prestations et versements obligatoires.	670	Versements au Fonds d'amortissement.
	Finances et affaires économiques.	671	Remboursement de l'avance à court terme du Trésor.
	I. — Charges communes.		Comptes spéciaux du Trésor.
			<i>1° Comptes d'affectation spéciale.</i>
			<i>a) Fonds forestier national:</i>
41-22	Participation de l'Etat au service d'emprunts locaux.	5	Subvention au Centre technique du bois.
44-91	Encouragement à la construction immobilière. Primes à la construction.	7	Dépenses diverses ou accidentelles.
44-94	Charges afférentes au service des bons et emprunts émis par la Caisse nationale de crédit agricole.		<i>b) Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat.</i>
44-98	Participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique.	2	Versement au budget général.
44-99	Bonifications d'intérêt à verser par l'Etat au Fonds national d'aménagement du territoire.		<i>c) Service financier de la Loterie nationale:</i>
	Caisse nationale d'épargne.	1 ^{er}	Attribution de lots.
		3	Contrôle financier.
6959	Affectation des résultats.	5	Frais de placement.
		7	Rachat de billets et reprise de dixièmes.
	Prestations sociales agricoles.	8	Remboursement en cas de force majeure et débets admis en sur-séance indéfinie.
11-92	Remboursement des avances du Trésor.	9	Versement du produit net.
37-94	Versement au Fonds de réserve.		<i>2° Comptes d'avances.</i>
	Service des essences.		Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes.
690	Versement au Fonds d'amortissement.		Avances aux territoires et services d'outre-mer, subdivision « Avances spéciales sur recettes budgétaires ».
691	Remboursement de l'avance du Trésor à court terme.		Avances à divers organismes, services ou particuliers, subdivision « Services chargés de la recherche d'opérations illicites ».
692	Remboursement des avances du Trésor pour couvrir les déficits éventuels d'exploitation.		
693	Versement des excédents de recettes.		

ETAT G

(Article 31.)

Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits provisionnels.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
	Tous les services.		Construction.
	Indemnités résidentielles.	46-41	Règlement par l'Etat d'indemnités de réquisitions impayées par les bénéficiaires défaillants.
	SERVICES CIVILS		
	Affaires étrangères.		Finances et Affaires économiques.
34-03	Administration centrale. — Frais de réception de personnalités étrangères et présents diplomatiques.		I. — <i>Charges communes.</i>
42-31	Participation de la France à des dépenses internationales (contributions obligatoires).	46-94	Majorations de rentes viagères.
46-91	Frais de rapatriement.	46-95	Contribution de l'Etat au Fonds spécial institué par la loi du 10 juillet 1952.
	Agriculture.		II. — <i>Services financiers.</i>
37-81	Impositions sur les forêts domaniales.	31-46	Remises diverses.
44-23	Primes à la reconstitution des olivaires. — Frais de contrôle. — Matériel.	37-43	Poudres. — Achats et transports.
44-72	Remboursement au titre de la baisse de 10 p. 100 sur les prix des matériels destinés par nature à l'usage de l'agriculture.	37-44	Dépenses domaniales.
46-52	Remboursement à la Caisse nationale de crédit agricole.	44-85 (nouveau)	Garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation et de prospection des marchés étrangers.
	Anciens combattants et Victimes de la guerre.	44-86 (nouveau)	Remboursement de charges fiscales et sociales à certaines activités industrielles et agricoles.
46-03	Remboursement à diverses compagnies de transports.		Intérieur.
46-27	Soins médicaux gratuits et frais d'application de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes.	37-61	Dépenses relatives aux élections.
		46-91	Secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques.

ÉTAT G (Suite.)

Suite du Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits provisionnels.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
	Justice.	46-04 (nouveau)	Prise en charge des rémunérations des anciens agents des services concédés et garanties de retraite.
34-23	Services pénitentiaires. — Entretien et rémunération des détenus. — Consommation en nature.	46-05 (nouveau)	Remboursement de frais de transport pour le reclassement des rapatriés.
34-24	Services pénitentiaires. — Approvisionnement des cantines.	46-06 (nouveau)	Subventions de reclassement.
34-33	Services de l'éducation surveillée. — Entretien, rééducation et surveillance des mineurs délinquants. — Observation en milieu ouvert des mineurs en danger et des mineurs délinquants. — Consommation en nature.	46-07 (nouveau)	Prestations sociales.
	Services du Premier Ministre.	46-08 (nouveau)	Remboursement à divers établissements financiers.
	<i>Services généraux.</i>	46-09 (nouveau)	Garantie de l'Etat aux propriétaires de locaux réquisitionnés ou conventionnés.
42-01 (nouveau)	Participation de la France aux dépenses de fonctionnement du conseil européen pour la recherche nucléaire.		Santé publique et Population.
	<i>Information.</i>	37-93	Rémunération des médecins membres de la commission de réforme instituée par la loi du 14 avril 1924. — Frais de fonctionnement des comités médicaux départementaux.
41-03	Application de l'article 18 ter de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français.	46-22	Services de la population et de l'action sociale. — Aide sociale et aide médicale.
	<i>Journaux officiels.</i>	47-11	Services de la santé. — Mesures générales de protection de la santé publique.
34-02	Composition, impression, distribution et expédition.	47-12	Services de la santé. — Prophylaxie et lutte contre les fléaux sociaux.
34-03	Matériel d'exploitation.		Travail
	<i>Rapatriés.</i>	46-11	Services du travail et de la main-d'œuvre. — Fonds national de chômage. — Aide aux travailleurs.
46-01 (nouveau)	Prestations de retour.	47-21	Services de la sécurité sociale. — Encouragement aux sociétés mutualistes.
46-02 (nouveau)	Prestations de subsistance.		
46-03 (nouveau)	Subventions d'installation.		

Suite et fin du Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits provisionnels.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
47-22	Services de la sécurité sociale. — Contribution annuelle de l'Etat au Fonds spécial de retraites de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à diverses caisses de retraites.		<p style="text-align: center;">SERVICES MILITAIRES</p> <p style="text-align: center;">Armées</p> <p style="text-align: center;"><i>Section commune.</i></p> <p style="text-align: center;">(Services communs.)</p>
	<p style="text-align: center;">Travaux publics et Transports.</p> <p>I. — <i>Travaux publics et Transports.</i></p>	37-99	<p>Versement à la Société nationale des chemins de fer français de l'indemnité compensatrice des réductions de tarifs accordées pour le transport des militaires et marins isolés.</p>
45-42	Chemins de fer. — Application de l'article 18 de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français.		<p style="text-align: center;"><i>Section commune.</i></p> <p style="text-align: center;">(Services d'outre-mer.)</p>
45-44	Chemins de fer. — Application des articles 19, 19 bis et 19 quater de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la Société natio- nale des chemins de fer français.	32-41	Alimentation de la troupe.
	<p style="text-align: center;">III. — <i>Marine marchande.</i></p>		<p style="text-align: center;"><i>Section Air.</i></p>
37-11	Dépenses résultant de l'application du Code du travail maritime et du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande.	32-41	Alimentation.
			<p style="text-align: center;"><i>Section Guerre.</i></p>
		32-41	Alimentation.
			<p style="text-align: center;"><i>Section Marine.</i></p>
		32-41	Alimentation.
		34-42	Approvisionnements de la marine.

ETAT H

(Article 32.)

Tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
	SERVICES CIVILS	46-31	Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés et internés de la Résistance et par les déportés et internés politiques.
	BUDGET GENERAL	46-32	Règlement des droits pécuniaires des F. F. C. I. et des déportés et internés de la Résistance.
	Affaires culturelles.	46-33 46-34	Indemnités forfaitaires et pécules. Indemnité aux rapatriés.
35-31	Monuments historiques. — Entretien, conservation, acquisitions et remise en état.		
35-32	Bâtiments civils et palais nationaux. — Travaux d'entretien et de réparations.		Construction.
35-33	Immeubles diplomatiques et consulaires. — Travaux d'entretien.	37-02	Liquidation du service des constructions provisoires. — Règlement des conventions, marchés, factures et litiges divers non soldés au 31 décembre 1962.
35-35	Domaine national de Versailles. — Travaux d'entretien et de réparations.		
43-22	Arts et Lettres. — Commandes artistiques et achat d'œuvres d'art.	46-21	Interventions de l'Etat pour l'application de la législation sur les habitations à loyer modéré.
	Agriculture.		Finances et Affaires économiques.
34-03	Frais d'établissement d'enquêtes statistiques.		<i>I. — Charges communes.</i>
44-28	Subventions pour la prophylaxie des maladies des animaux et l'amélioration de la recherche vétérinaire.	44-92 44-93	Subventions économiques. Intervention en faveur des produits d'outre-mer.
44-36	Indemnisation des arrachages des pommiers à cidre et poiriers à poiré.	46-96	Application de la loi instituant un fonds national de solidarité.
	Anciens combattants et Victimes de la guerre.		<i>II. — Services financiers.</i>
34-03	Musée de la Résistance.	34-87 (nouveau)	Affaires économiques. — Travaux de recensement.
34-12	Institution nationale des invalides — Matériel et dépenses diverses.	37-95	Liquidation des anciens comptes spéciaux de l'aide aux forces alliées, du ravitaillement, des transports maritimes et du service des importations et des exportations.
34-21	Service des transports et des transferts de corps. — Matériel et dépenses diverses.		

Suite du Tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
42-80 (nouveau)	Participation à l'organisation de la section française de l'exposition internationale de Bruxelles 1958.		Travail.
42-81 (nouveau)	Participation française à la section scientifique de l'exposition internationale de Seattle.	46-12	Services du travail et de la main-d'œuvre. — Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains.
44-41	Rachat d'alambics.		Travaux publics et Transports.
44-85 (nouveau)	Garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation et de prospection des marchés étrangers.		I. — <i>Travaux publics et transports.</i>
46-92	Règlement des prélèvements effectués sur les avoirs des personnes spoliées et indemnités aux prestataires de réquisitions allemandes.	47-42	Garanties des retraites des agents français des établissements publics, offices et sociétés concessionnaires du Maroc et de Tunisie.
	Intérieur.		II. — <i>Aviation civile.</i>
34-42	Sûreté nationale. — Matériel.	34-52	Météorologie nationale. — Matériel.
34-94	Dépenses de transmissions.		III. — <i>Marine marchande.</i>
35-91	Travaux immobiliers.	37-01	Indemnités et dépenses des navires réquisitionnés.
41-53	Subventions en faveur des populations algériennes résidant dans la métropole et de certains organismes. — Dépenses diverses.	45-03	Allocations compensatrices en faveur de l'armement naval.
	Justice.		BUDGETS ANNEXES
37-92	Réforme de l'organisation judiciaire.		Imprimerie nationale.
	Services du Premier Ministre.		
	I. — <i>Services généraux.</i>	60	Achats.
41-95	Administration provisoire des services de la France d'outre-mer. — Liquidation des dépenses afférentes aux services d'Etat dans les anciens territoires d'outre-mer.	63	Travaux, fournitures et services extérieurs.
43-03	Fonds national de la promotion sociale.		Monnaies et Médailles.
	Santé publique et Population.	601	Achats de matières premières.
47-12	Service de la santé. — Prophylaxie et lutte contre les fléaux sociaux.		Postes et Télécommunications.
47-42	Service de la pharmacie. — Protection sanitaire. — Stock roulant de médicaments.	6000	Matériel postal, mobilier, habillement et matériels divers.
		6001	Matériels des télécommunications.
		602	Achats de matières consommables.

ETAT H (Suite et fin.)

Suite et fin du Tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits.

NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES	NUMEROS des chapitres.	NATURE DES DEPENSES
	DEPENSES MILITAIRES		<i>Section Guerre.</i>
	Armées.	34-99	Entretien des matériels. — Programmes.
	<i>Section commune. — Services communs.</i>	37-90	Dépenses diverses des forces terrestres d'Extrême-Orient.
37-91	Participation aux dépenses de fonctionnement des organismes internationaux.		<i>Section Marine.</i>
	<i>Section commune. — Services d'outre-mer.</i>	34-52	Entretien des matériels de série de l'aéronautique navale.
34-52	Fonctionnement du service de l'armement.		Comptes spéciaux du Trésor.
34-53	Fonctionnement du service automobile.		I. — <i>Comptes d'affectation spéciale.</i>
34-54	Fonctionnement du service des transmissions.		Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités.
	<i>Section Air.</i>		Fonds de soutien aux hydrocarbures.
34-51	Entretien et réparation du matériel assurés par la direction du matériel de l'armée de l'air.		II. — <i>Comptes de prêts et de consolidation.</i>
34-71	Entretien et réparation du matériel aérien assurés par la direction technique et industrielle de l'aéronautique.		Prêts à des Etats ou à des organismes étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement.

ETAT I

- Le chapitre III du décret du 28 pluviôse an III (16 février 1795) sur la comptabilité ;
- La loi du 12 vendémiaire an VIII (4 octobre 1799) relative aux comptes à fournir par les entrepreneurs, fournisseurs, etc. depuis la mise en activité de la Constitution de l'an III en tant que concernant les comptables publics ;
- La loi du 6 frimaire an VIII (27 novembre 1799) relative aux obligations et cautionnements à fournir par les receveurs généraux de département ;
- La loi du 7 ventôse an VIII (26 février 1800) sur les cautionnements à fournir par plusieurs régisseurs, employés et par les notaires, en tant que concernant les comptables publics ;
- L'arrêté du 18 ventôse an VIII (9 mars 1800) qui prescrit un mode et des délais pour le versement des cautionnements à fournir par plusieurs fonctionnaires et employés ;
- L'article 4 de la loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800) portant établissement de receveurs particuliers des contributions ;
- L'arrêté du 24 germinal an VIII (14 avril 1800) relatif au versement du cautionnement des receveurs particuliers des contributions, des payeurs et caissiers du Trésor public et au mode de paiement des intérêts de l'universalité des cautionnements ;
- L'arrêté du 8 floréal an X (28 avril 1802) sur les précautions à prendre par les dépositaires de deniers publics pour la conservation de leurs fonds ;
- L'article 24 de l'arrêté du 5 germinal an XII (26 mars 1804) concernant l'organisation de la régie des droits réunis ;
- L'article 19 de la loi du 24 avril 1806 relative au budget de l'Etat pour l'an XIV et 1806 ;
- Les articles 80 à 87 de la loi du 28 avril 1816 sur les finances ;
- Les articles 92 à 97 de la loi du 28 avril 1816 sur les finances, en tant que concernant les comptables publics ;
- L'article 23 de l'ordonnance du 31 octobre 1821 relative à l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance ;
- L'article 64 de la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale ;
- L'article 25 de la loi du 8 juin 1864 portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1865 ;
- L'article 29 (2^e alinéa) de la loi du 16 septembre 1871 portant fixation du budget rectificatif de 1871, en tant que concernant les comptables publics ;
- La loi du 27 février 1884 relative aux cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux et des receveurs spéciaux des communes et des établissements de bienfaisance ;
- L'article 56 de la loi du 13 avril 1898 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898 ;
- L'article 42 de la loi du 26 décembre 1908 portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1909 ;

- L'article 43 (1^{er} et 2^e alinéa) de la loi du 30 avril 1921 portant fixation du budget général de l'exercice 1921 ;
- La loi du 12 juillet 1928 autorisant la remise gracieuse des débits en faveur des comptables communaux et hospitaliers, ainsi que la loi n° 4581 du 30 octobre 1941 qui l'a modifiée ;
- Les articles 9 (1^{er} et 2^e alinéa) et 10 (3^e alinéa) du décret-loi du 24 mai 1938 relatif à l'ouverture des crédits et à l'équilibre du budget de l'Etat ;
- La loi n° 128 du 25 février 1943 relative aux gestions occultes ;
- Le décret-loi n° 53-714 du 9 août 1953 sur la responsabilité des comptables publics, ainsi que le décret n° 53-948 du 30 septembre 1953, l'article 18 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 et le décret n° 54-973 du 30 septembre 1954 qui l'ont modifié, et le décret n° 55-1205 du 9 septembre 1955, qui en a étendu l'application aux comptables publics des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.